

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DES
DROITS D'USAGE
DANS LA
FORÊT D'ARDENNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 24 Mai 1909, à 1 heure

PAR

PIERRE LÉTRANGE

Président : M. PIÉDELIÈVRE

*Suffragants : { MM. GARÇON, professeur
 TISSIER, professeur*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DES
DROITS D'USAGE
DANS LA
FORÊT D'ARDENNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

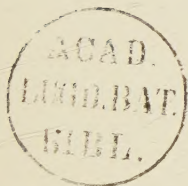
sera soutenu le Lundi 24 Mai 1909, à 1 heure

PAR

PIERRE LÉTRANGE

Président : M. PIÉDELIÈVRE

Suffragants :) MM. GARÇON, professeur
) TISSIER, professeur



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909

A

LA MÉMOIRE DE MON PÈRE



INTRODUCTION

Nous avons eu pour but dans cette étude de faire connaître les droits d'usage dans la Forêt d'Ardenne et surtout ceux qui lui sont particuliers ; puis d'écrire l'histoire de ces droits dont l'exercice a amené tant de conflits, de contestations et de procès.

Nous avons aussi voulu montrer la persévérance et la ténacité dont les habitants de la forêt ont fait preuve pour soutenir cette lutte presque continuelle contre tous les pouvoirs publics, sous tous les gouvernements, arrivant à faire céder même les plus autoritaires, ceux de Louis XIV et de Napoléon I^{er}.

Leur forêt est bien à eux, elle est leur chose, ils veulent en jouir, ils veulent en vivre, comme ils l'ont toujours fait depuis un temps immémorial.

Elle a plusieurs fois changé de maître ; ses diverses parties ont appartenu successivement ou en même temps à des pays différents, aux frontières vagues et mal définies ; mais, qu'elle appartienne aux seigneurs,

aux abbés, à l'Etat ou aux Communes ; qu'elle soit à la France, à l'Espagne, au Saint-Empire, aux principautés souveraines, à la Hollande ou à la Belgique, elle est toujours restée en quelque sorte autonome quant à ses usages. Elle a toujours formé un tout indépendant ; et, avant d'être Français, Espagnol ou Belge, l'habitant de la forêt est d'abord Ardennais.

Nous ne nous occuperons dans le courant de cette étude que de la partie demeurée française.

Le plateau d'Ardenne, dont l'altitude varie entre 400 et 500 mètres dans sa partie française, forme tout le Nord du département des Ardennes et se continue, en s'infléchissant, sur la Belgique.

Il est profondément raviné par des vallées encaissées, étroites et tortueuses dont les principales sont la vallée de la Meuse et celle de la Semoy. La forêt d'Ardenne, dont les profondeurs impénétrables arrêtaient les légions de Jules César, couvrait, au début de l'ère chrétienne, tout ce plateau ; puis, au Sud, le dépassait, pour aller jusqu'à une ligne de collines disposée assez régulièrement du Sud-Est à l'Ouest, l'Argonne ; enfin, elle se continuait à l'Est jusqu'au Rhin.

Les premiers établissements dont l'histoire garde un souvenir précis furent les camps romains, sur les côtes abruptes des bords de la Meuse, puis les villas franques, au sein de la forêt, qui servaient de centre aux chasses royales.

Charlemagne y eut aussi sa résidence, Attigny, et, à partir de cette époque, les villages, espacés un peu partout dans la vallée et sur le plateau, se multiplient. Nombreux sont les monastères qui s'établissent du ^{vi}^e au ^{xii}^e siècle, soit sur la Meuse, soit dans les petites vallées tributaires, soit encore en plein cœur de la forêt. Enfin les seigneurs féodaux se bâtissent des châteaux, tandis que des brigands, dont la légende a gardé le souvenir, s'installent dans d'inexpugnables repaires, gardent le cours du fleuve et rançonnent les passants.

Pour bien comprendre l'importance des droits forestiers dans l'Ardenne, il faut se rendre compte de la situation des habitants des petits villages, des colons disséminés dans la forêt. La Meuse, dont la largeur varie de 80 à 120 mètres dans sa course à travers le département, coule dans une vallée étroite, entre des parois de roche schisteuse, hautes de 200 à 300 mètres. Très souvent la rivière emplit toute la vallée, ne laissant même pas de passage sur ses rives : actuellement, et malgré des travaux de canalisation et de rectification de lit, on n'a pu établir partout de chemin dans la vallée, pas même de sentier vraiment praticable.

A de rares endroits, la Meuse a laissé des alluvions, ou bien, dans une boucle de grand rayon, a contourné une roche à pentes moins escarpées : c'est là que vont se fonder les premiers villages, n'ayant que l'empla-

cement nécessaire pour édifier leurs cabanes; peu de terres cultivables, car la forêt couvre toutes les pentes. A l'opposé de ce qui se passe souvent en montagne, les Ardennais ne se sont pas pressé, dans la vallée, de dégarnir les pentes.

Ils ont compris, peut-être pour en avoir fait l'expérience en quelques endroits, que les versants des côtes, si on les dépouillait de leurs arbres, seraient vite ravinés; que le peu de terre végétale, que les racines maintenaient, serait emporté, et que la roche nue serait une menace constante pour eux. Ils ont imaginé ce biais : sans dépouiller entièrement la pente, ils y font des coupes assez fréquentes, méthodiques, et tout en laissant de belles réserves, ils utilisent, pour la culture, le sol extrêmement riche, que les bois recouvriront au bout de quelques années.

Sur le Plateau, mêmes raisons pour modérer le déboisement. Cependant, autour des villages, se forment des clairières; lentement, les terres cultivables s'accroissent, mais jamais de grands défrichements : d'ailleurs les seigneurs et les moines y tiennent la main. En dehors du sartage (ou essartage), les droits de pâturage, de chablis, de bois mort se précisent, et, malgré les attaques des grands propriétaires ou des administrations, se maintiennent.

Si le déboisement ne s'est pas produit partout, il faut, en plus de la bonne volonté des Ardennais, y

constater d'autres causes. D'abord une réglementation étroite et établie de bonne heure par les propriétaires : chaque coupe est strictement limitée, doit se faire à telle ou telle époque ; on laisse des souches, des porte-graines ; après le sarlage et une ou deux années de culture, on sème des graines, quelquefois même on replante des jeunes arbres. De même, les troupeaux ne sont admis à la pâture que lorsque le bois a un certain âge, quatre ou cinq ans, afin de préserver les jeunes pousses ; les chèvres, qui causent en certains endroits de si cruels ravages, n'y sont pas admises ; au contraire, le porc, qui ne s'attaque jamais aux arbres, en jouit presque exclusivement. Certaines forêts, comme celle du Mont-Dieu, nourrissent des centaines de porcs et la glandée y est d'une importance énorme.

Les moines sont, en général, de bons exploiters de forêts. Ils ne font pas d'exploitations maladroites ou trop fréquentes : souvent des règles formelles leur interdisent de toucher aux réserves ; ainsi au Mont-Dieu, les chênes sont immeubles et ne sont que difficilement aliénables ; aussi les laisse-t-on vivre plusieurs siècles. Les acclimations, les sélections parmi les différentes espèces sont aussi de leur ressort, ils ont des pépinières de chênes et de hêtres, de châtaigniers et de platanes, et c'est à eux qu'on doit l'introduction dans la forêt des arbres résineux.

Quelquefois cependant on voit défricher de vastes

étendues qui restent incultes, couvertes de genêts et d'herbes dures, et qu'on ferait aussi bien de reboiser. Au contraire, les vallées plus larges qui séparent l'Ardenne de l'Argonne deviennent vite et restent d'excellentes terres de culture.

Actuellement, la superficie boisée des Ardennes est de 131.879 hectares sur 528.108 hectares de superficie totale. Encore faut-il remarquer que certains cantons du Sud et du Sud-Ouest, qui font partie du département des Ardennes, n'appartiennent pas à l'Ardenne proprement dite et sont totalement dépourvus de bois, comme la Champagne. La forêt couvre principalement le nord du département, l'arrondissement de Rocroy, et une partie de ceux de Mézières et de Sedan. La forêt occupe la majeure partie du territoire dans la vallée de la Meuse, entre Charleville et Givet, et dans la région comprise entre la frontière belge et la Meuse, entre Charleville et Sedan. Au Sud, au delà des plaines de la Vence, de la Sormonne et de la Meuse, où la forêt n'a subsisté qu'en quelques îlots d'importance moyenne, se rencontrent les forêts de l'Argonne, sur les collines du même nom. En résumé, la forêt est compacte au Nord d'une ligne allant de Sedan à Charleville, Signy-le-Petit et Hirson, répartie en îlots au Sud.

Il ne faudrait pas croire d'ailleurs que la forêt est toujours semblable à elle-même. Au Nord, sur les terrains primitifs et de transition de la Vallée de la

Meuse, les arbres sont d'une robustesse extraordinaire, nerveux, à fibres très fines et serrées. Au Sud, au contraire, dans les terrains secondaires, la végétation plus rapide produit des arbres de résistance moindre.

Les bois communaux sont exploités de la manière suivante : la forêt est divisée en 20 cantons exploités l'un après l'autre ; la première année les chênes sont écorcés sur pied, pendant l'été ; puis, pendant l'hiver et au printemps, la coupe se fait en laissant des souches et en ménageant des porte-graines ; le sol est ensuite sarté,ensemencé à l'automne de seigle ; l'année suivante, après la récolte, généralement abondante, a lieu soit un nouvel ensemencement de céréales, cas assez rare, soit un nettoyage sommaire qui laissera pousser pour l'année suivante des herbes à pâturer et des genêts dont la valeur marchande est appréciable. Au bout de quelques années, le bois a commencé à repousser, la coupe devient pâturable et attend son tour d'exploitation. Généralement, le bois est donné aux habitants de la Commune en part affouagère, quelquefois vendu au bénéfice, par moitié, de l'Etat et de la Commune.

Les belles réserves abondent dans les forêts domaniales, souvent anciennes propriétés des moines ; les coupes des particuliers, moins bien soignées que celles de l'Etat et des communes, sont cependant bien exploitées, à l'abri des coupes à « blanc etoc »,

c'est-à-dire du déboisement complet : le taillis, exploité tous les 20 ans, domine dans les forêts communales, la haute futaie, en réserves de 80, 100 et 200 ans, dans les forêts de l'Etat.

Sur les 131.879 hectares de forêt, l'Etat en possède 22.306 hectares, les Communes 38.187 hectares, les particuliers, 71.386 hectares.

Les forêts de l'Etat proviennent de deux sources : les forêts du domaine royal pour 11.966 hectares et les « biens nationaux » pour 10.340 hectares. Ce domaine se répartit en douze forêts :

La forêt de Belval-bois-des-Dames contenant 1.794 hectares et provenant en partie du domaine royal : cantons du Grand et du Petit Dieulet, et pour le reste de l'abbaye de Belval. Elle est grevée d'un droit d'usage au profit des habitants de Belval.

La forêt de Boult ou de Boux, contenant 711 hectares, qui provient de l'ordre de Malte, est grevée d'un droit de pâturage et d'un droit au bois mort.

La forêt de Château-Regnault, qui contient 5.424 h., provient du domaine royal, et est grevée d'un droit de pâturage.

La forêt du Franc-bois, 1.088 hectares, provient du domaine royal.

La forêt de la Manise, voisine de la précédente.

La forêt de Fromelennes, 240 hectares, indivise entre l'Etat et la Commune de Fromelennes.

La forêt du Mont-Dieu, contenant 1.123 hectares,

provient des moines de la Chartreuse du Mont-Dieu.

La forêt de Sedan, contenant 4.261 hectares, provenant en grande partie du domaine royal, est délivrée des usages par un cantonnement qui l'a passablement diminuée.

La forêt de Signy-l'Abbaye, contenant 3.181 hectares, provient des moines cisterciens de Signy, pour la plus grande partie ; des abbayes de Notre-Dame de Villeroy et de Belval pour le reste. Un cantonnement a dégrevé cette forêt d'un grand nombre d'usages.

La forêt des Pothées, en partie, provenant des moines de Saint-Remy (Reims), enfin un bois dans la région d'Hargnies, provenant du partage d'une forêt indivise avec cette commune, et une partie de la forêt d'Elan, provenant de l'abbaye cistercienne du même nom.

Bon nombre de communes et quelques établissements hospitaliers ou fabriques sont aussi propriétaires de forêts appelées généralement *trriages*. Enfin douze communes françaises possèdent, en indivis (1), une forêt de 257 hectares située en Belgique, tandis que l'hospice de Namur possède une forêt de 683 h., voisine de la forêt domaniale des Manises.

Quiconque a parcouru, même rapidement, la forêt

(1) Meyrac, *Géographie des Ardennes*, p. 47.

d'Ardenne a été frappé par la grande quantité de chênes qu'elle contient. Leur feuillage sombre et massif, leur port majestueux et leur vigueur les font distinguer à première vue, et encore mieux, à l'automne, la teinte rouge sombre de leurs feuilles, qui ne tombent guère qu'au printemps. La proportion en est de 43 0/0, principalement des espèces chêne rouvre et pédonculé, recherchées toutes deux pour la qualité de leur écorce. Dans la partie septentrionale, la proportion est plus forte ; on arrive dans les Manises, bois du Roy, etc., à 80 0/0. Le chêne fournit un bois très dur, très résistant, universellement estimé comme bois d'œuvre. En futaie, il peut vivre plusieurs siècles, atteindre des dimensions colossales, tant pour le diamètre du tronc que pour l'extension des branches.

Quelquefois il est cultivé en taillis : les souches, au lieu de n'avoir qu'une tige, en produisent une vingtaine dont le diamètre varie entre 15 et 20 centimètres au bout de 20 ans. Ces arbres, écorcés sur pied, sont abattus pour donner du bois de chauffage, tandis que la souche donne de nouveaux rejets. Comme bois d'œuvre et comme écorce, le chêne donne les meilleurs revenus de la forêt.

Le hêtre, dans la proportion de 14 0/0, domine dans les forêts d'Élan et de Signy ; ayant moins de valeur que le chêne, il est surtout utilisé pour le chauffage.

Le charme, 4 0/0, presque toujours en taillis, le frêne 3 0/0, le tremble 6 0/0, l'érable 3 0/0, l'orme 2 0/0 encore d'une valeur assez considérable, puis le bouleau 15 0/0, l'aulne, le saule, etc., de valeur moindre ; les arbres résineux sont dans la proportion de 2 0/0, mais leur nombre croît sans cesse, la plupart des reboisements étant faits en pins, mélèzes, pins sylvestres, sapins.

Certaines espèces, tilleul, peuplier, se rencontrent rarement dans la forêt ; au contraire, on les voit en rideaux ou massifs isolés dans la campagne.

Enfin il est assez curieux de remarquer que certaines espèces ont complètement disparu des forêts ardennaises. L'exemple le plus typique est celui du châtaignier. Jusqu'au xvi^e ou xvii^e siècle, toutes les charpentes importantes, châteaux, églises, sont faites de poutres énormes de châtaignier, taillées assez sommairement comme du bois pris sur place et que sa grande abondance permettait d'utiliser facilement. Or cette espèce a complètement disparu depuis deux siècles : nous pouvons presque affirmer qu'il n'en reste plus un type dans toute l'étendue du département. A quoi attribuer cela. Le Chartreux Dom Gagneron signale dans ses chroniques les dégâts faits par une gelée extraordinaire dans des plantations de jeunes châtaigniers, mal abrités. Faut-il en conclure que le châtaignier, assez sensible à la gelée, avait besoin d'être planté au milieu d'autres arbres touffus,

le préservant des grands froids, ou bien que la température générale de la région s'est abaissée, ce qui expliquerait encore le mauvais état et la disparition progressive des vignobles ? Quelle qu'en soit la cause, le résultat est évident : Cette essence, recherchée à juste titre, a disparu de la forêt, et des plantations récentes, faites avec le soin voulu, n'ont donné aucun résultat.

Le déboisement, fléau si fréquent en Auvergne et dans les Pyrénées, est très rare dans les forêts ardennaises, et il porte presque toujours sur des massifs forestiers isolés : on ne peut citer que peu d'exemples de bois achetés par des sociétés étrangères et anéantis. Les incendies sont au nombre d'une trentaine par an, sans causer jamais de grands dégâts, les forêts étant remplies de sources et de ruisselets qui forment des barrières naturelles et arrêtent le fléau ; ils sont causés soit par des étincelles semées par les locomotives, par les bûcherons, quelquefois par les sarteurs, soit par les contrebandiers qui profitent du tumulte pour passer en sécurité.

Le reboisement s'opère dans d'assez grandes proportions, d'abord et tout naturellement, dans les régions dévastées par un incendie, mais aussi sur les pentes et en plaine. Les espèces employées sont généralement les pins de quatre ou cinq variétés, les sapins et les espèces indigènes, en comptant près de 500/0 d'espèces résineuses. Citons comme exemple,

les bois du Sautou où l'on a replanté six millions de pins, ce qui porte l'étendue de la nouvelle forêt reboisée au quadruple de l'ancienne (1).

Cette description nous a paru nécessaire pour bien faire comprendre la situation spéciale de l'Ardenne, situation qui a été la cause des droits particuliers dont nous allons parler.

Nous nous proposons, dans ce travail, de montrer d'abord, en rappelant la législation des droits d'usage, la tendance restrictive, bien marquée, de cette législation.

Nous voulons ensuite faire connaître ceux de ces droits qui sont en vigueur dans la Forêt d'Ardenne.

Nous étudierons l'origine de ces droits, leur histoire, les luttes que les bénéficiaires ont dû soutenir pour les conserver ;

Enfin, nous parlerons de la réglementation actuelle de ces droits.

(1) Meyrac, *op. cit.*, p. 45.

DES
DROITS D'USAGE
DANS LA
FORÊT D'ARDENNE

PREMIÈRE PARTIE

Législation des droits d'usage.

CHAPITRE UNIQUE

§ I. — *Hostilité de la législation à l'égard des droits d'usage.*

Quelle est la nature juridique du droit d'usage forestier ?

C'est d'abord une *servitude réelle*. En effet, ce droit d'usage appartient non pas à une personne mais à un fonds, soit, dans le cas le plus fréquent, le territoire d'une commune.

Cette servitude est *affirmative*, puisqu'elle procure un profit matériel à ceux qui en ont la jouissance.

C'est ensuite une servitude *discontinue*, puisqu'elle ne peut s'exercer sans le « fait actuel de l'homme ».

Ce caractère de discontinuité est évident. D'ailleurs l'art. 688 du Code civil range un des droits dont nous nous occupons, le droit de *pacage*, dans la catégorie des servitudes discontinues.

C'est aussi une servitude *non apparente*. En effet, aucun établissement permanent n'indique l'existence d'un droit d'usage forestier.

Enfin cette servitude est soumise à une législation spéciale contenue dans le Code forestier. Ainsi, tandis que sous le régime du Code civil, le propriétaire du fonds servant ne peut exproprier celui du fonds dominant de la servitude dont il jouit, le propriétaire d'une forêt soumise à un droit d'usage peut éteindre ce droit sans le consentement de l'usager au moyen du cantonnement ou du rachat selon les cas. Nous parlerons d'ailleurs plus loin de ces deux modes d'extinction des droits d'usage.

On peut donc définir l'usage forestier : une servitude réelle, affirmative, discontinue, non apparente, réglée par des lois spéciales.

Nous avons voulu, avant d'aborder l'étude des droits en usage dans la forêt d'Ardenne, rappeler brièvement l'état de la législation à l'égard des droits d'usage au bois en général.

(Nous indiquons dans notre seconde partie quel est l'objet de ces droits).

On peut dégager de cette législation une tendance restrictive très nette à l'égard de ces droits.

Cette tendance se manifeste d'abord dans les usages sur les bois de l'Etat. Déjà, l'ordonnance de 1669 sur les Eaux et Forêts avait interdit la concession à l'avenir de tous droits d'usage au bois de chauffage dans les bois domaniaux, et, en ce qui concerne les droits antérieurs à sa promulgation, elle n'avait respecté que les droits de pâturage des usagers dénommés dans les états arrêtés par le conseil du Roi.

Elle avait supprimé tous les droits au bois de chauffage existant auparavant, sauf quelques exceptions, et aussi tous les droits à bâtir et à réparer, avec cette réserve que les usagers qui remplissaient certaines conditions seraient indemnisés de la perte de leurs droits (1).

(1) L'article 1^{er} du titre XIX est ainsi conçu : « Permettons aux communautéz, habitans et particuliers usagers dénommez en l'estat arresté en nostre conseil d'exercer leurs droits de panage et pasturage pour leurs porcs et bestes aumailles dans toutes nos forests, bois et buissons, aux lieux qui auront esté déclarez défensables par les Grands-Maistres faisant leurs visites sur les advis des officiers des maistrises, et dans toutes les landes et bruyères dépendantes de nos domaines.

Titre XX, article 11 : Ne sera fait à l'advenir aucun don ny attribution de chauffage pour quelque cause que ce soit, et si, par importunité ou autrement, aucunes lettres ou brevets en avoient esté accordez et expédiéz, défendons à nos cours de parlement, chambre des comptes, grands-maistres et officiers d'y avoir égard.

Titre XX, article 1^{er} : Révoquons et supprimons tous et

Le Code forestier s'est inspiré du même principe d'hostilité contre les droits d'usage. L'article 62 de ce Code décida en effet : « Il ne sera plus fait à l'avenir

chacuns les droits de chauffage dont nos forêts sont à présent chargées de quelque nature et condition qu'ils soient.

Article 2 : Voulons néanmoins que ceux qui en possèdent pour causes d'échange, indemnité et qui justifieront d'une possession avant l'année 1560 ou autrement à titre onéreux soient dédommagés suivant évaluation qui en sera faite en nostre conseil et jusques à l'actuel remboursement seront payés annuellement sur le prix des ventes de la valeur de leurs chauffages,

Article 3 : Voulons aussi que les chauffages attribués aux officiers de nos eaux et forests par Edits ou Déclarations en conséquence de finance par eux payée soient évalués en nostre Conseil pour en être remboursez ou payez annuellement de la valeur sur le prix des ventes, suivant l'état qui en sera par nous arrêté.

Article 4 : Les Communautés et particuliers qui jouissaient du droit de chauffage à cause de redevances et prestations, en deniers ou en espèces, services personnels de garde, corvées ou autres charges, en demeureront libres et déchargez, en conséquence de la présente révocation.

Article 5 : Et à l'égard des chauffages donnez et accordez par nous, nos prédécesseurs, fondateurs et bienfaiteurs pour cause de fondations et dotations faites aux églises, chapitres, abbayes, monastères, hospitaux, maladreries et autres communautés ecclésiastiques, séculières et régulières, voulons qu'ils leur soient conservés en espèces suivant les estats qui en ont esté ou seront cy après arrestez en notre conseil eu egard à la possibilité de nos forests, et où elles se trouveroient dégradées et ruinées en sorte qu'elles ne les puissent porter sans un

dans les forêts de l'Etat aucune concession de droits d'usage de quelque nature et sous quelque prétexte que ce puisse être ». Le Code s'occupe également des droits d'usage existant avant sa promulgation. L'article 61 règle en ces termes la situation des bénéficiaires de ces droits : « Ne seront admis à exercer un droit d'usage quelconque dans les bois de l'Etat que ceux dont les droits auront été, au jour de la promulgation de la présente loi, reconnus fondés soit par des actes du gouvernement, soit par des jugements ou arrêts définitifs, ou seront reconnus tels par suite d'instances administratives ou judiciaires

notable préjudice et diminution de nos reveuus, la valeur en sera liquidée en nostre conseil sur l'avis des grands maistres, et employée dans nos estats pour estre payée en argent par chaque an sur le prix des ventes, sans diminution ny retranchement.

Article 6 : Les Religieux, hopitaux ou communaultez qui ont chauffage par aumône de nous ou de nos prédécesseurs n'en auront en avenir aucune délivrance en espèce, mais seulement en deniers, dont le fonds sera fait dans nos états au chapitre des fiefs et aumônes.

Article 10 : Révoquons en outre, éteignons et supprimons tous bois d'usage à bâtir et à réparer pour quelque cause et sous quelque prétexte que la concession en ait été faite, nonobstant toutes confirmations, lettres titres et possessions sauf, s'il se trouvait qu'ils eussent été acquis ou concédés à titre de fondation, dotation ou par une possession justifiée avant l'année 1560, ou autrement à titre onéreux, de pourvoir à l'indemnité ou décharge des intéressés ainsi que de raison.

actuellement engagées ou qui seraient intentées devant les tribunaux dans le délai de deux ans à dater du jour de la promulgation de la présente loi, par des usagers actuellement en jouissance. »

§ II. — *Restrictions apportées à ces droits.*

Ceux de ces droits qui ont pu être conservés sont soumis par la loi à de nombreuses restrictions, destinées à éviter qu'ils ne portent atteinte à la conservation des bois sur lesquels ils s'exercent.

C'est à l'occasion du pâturage que nous rencontrons le plus de précautions dans ce sens. C'est là, en effet, que se trouve un des plus grands dangers qui menacent l'existence du bois. On a vu, dans certaines régions de la France, des contrées entières dépouillées de leurs bois par suite d'un pâturage exercé sans aucune mesure.

La réglementation du pâturage remonte à la plus haute antiquité. La loi des Wisigoths consacre son titre V au parcours des porcs dans les forêts, sous la rubrique : *De pascendis porcis et animalibus errantibus denuntiandis*. La loi salique consacre vingt articles à cette matière : *De furtis porcorum*. Des ordonnances successives sur ce même sujet ont été édictées en 1376, 1388, 1402, et 1515.

Nous nous occuperons spécialement de celle de

1669, parce qu'elle constitue le véritable Code forestier de l'ancien régime.

Dans son titre XIX, elle contient toute une réglementation du pâturage en forêt.

Nous avons déjà cité l'article premier qui ne permet l'exercice de ce droit que dans les lieux déclarés défensables par les officiers des eaux et forêts.

Ensuite le même titre oblige les usagers à déclarer le nombre des animaux qu'ils veulent faire paître (art. 2).

Les officiers forestiers fixent aux habitants la contrée dans laquelle ils doivent conduire leurs bestiaux (art. 3).

Tous les bestiaux du même village doivent être réunis en un seul troupeau, marqués d'une même marque et conduits par le chemin qui leur sera désigné (art. 6).

Ces bestiaux devront porter des clochettes pour en rendre la surveillance plus facile (art. 7).

Si les chemins traversent des bois en défens (c'est-à-dire susceptibles d'être abîmés par la dent des animaux) des fossés suffisamment larges seront creusés aux frais des Communautés usagères (article 12).

Il est absolument interdit d'amener au pâturage chèvres et moutons, aussi bien dans les forêts domaniales que dans celles des ecclésiastiques, des communautés et des particuliers, ni même «*ès landes*

et bruyères, places vaines et vagues aux rives des bois et forêts » (art. 13).

Enfin ils ne profiteront de tous ces avantages que pour les animaux de leur *nourriture*, ce qui exclut ceux dont ils feront trafic et commerce (art. 14).

Dans le titre XVIII, l'article 3 s'occupant d'un pâturage spécial, la glandée, déclare qu'elle ne sera ouverte que du 1^{er} octobre au 1^{er} février.

Le Code forestier reproduit en grande partie ces restrictions. Il commence par limiter l'exercice du droit de pâturage aux cantons déclarés défensables par l'administration forestière (art. 67).

Elle fixe chaque année d'après les droits des usagers le nombre des porcs pouvant être mis en panage, et des bestiaux qui pourront être admis au pâturage.

D'ailleurs les usagers ne peuvent jouir de ces droits que pour les bestiaux « à leur propre usage », à l'exclusion de ceux dont ils font commerce (art. 70).

La loi n'a pas fixé de limite de temps pour le pâturage, mais elle a décidé dans l'article 66 que la durée de la glandée et du panage ne pourrait excéder 3 mois et que l'administration fixerait la date d'ouverture.

Les précautions prises par le Code pour empêcher les dégâts dans les bois sont, à peu de chose près, les mêmes que celles édictées par l'ordonnance de 1669.

Les bestiaux de chaque commune seront réunis en un seul troupeau (art. 72), suivront les chemins qui leur seront désignés (art. 71), seront marqués d'une marque différente pour chaque commune (art. 73).

Le pâturage reste interdit aux bêtes à laine avec cette atténuation, en ce qui concerne les moutons, que le pacage pourra être autorisé par décret spécial (art. 78). Des amendes relativement importantes sanctionnent toutes ces prescriptions.

Ce n'est pas seulement au sujet du pâturage que la loi a apporté des restrictions. Nous en rencontrons aussi en ce qui concerne les droits d'usage au bois, proprement dits.

Ces droits très anciens ont été réglementés par des ordonnances, notamment celles de 1280 et de 1583.

Ceux qui ont droit à des livraisons de bois de quelque nature que ce soit ne peuvent prendre ce bois qu'après la délivrance qui leur en est faite par les agents forestiers (art. 79 du code forestier).

S'il s'agit de bois de chauffage, se délivrant par coupe, l'exploitation doit en être faite par un entrepreneur spécial nommé par les usagers et agréé par l'administration forestière. Aucun bois ne peut être partagé sur pied ni abattu par les usagers individuellement, et les lots ne peuvent être faits qu'après l'entière exploitation de la coupe, à peine de confiscation de la portion de bois abattue, afférente à chacun des contrevenants (art. 81).

Quant à ceux qui n'ont d'autre droit que celui de prendre le bois mort, sec et gisant, ils ne peuvent se servir pour exercer ce droit de « crochets ou ferrements d'aucune espèce » (art. 80).

D'ailleurs il faut remarquer ici une application de ce principe général qui veut que les droits ne soient accordés que pour l'usage personnel du bénéficiaire ; en effet, l'article 83 interdit aux usagers de vendre ou d'échanger les bois qui leur sont délivrés, et de les employer à aucune autre destination que celle pour laquelle le droit d'usage a été accordé.

Et l'article 84 spécifie que l'emploi des bois de construction devra être fait dans un délai de 2 ans, qui pourra cependant être prorogé par l'administration forestière, et à l'expiration duquel elle pourra disposer des arbres non employés.

Toutes ces réserves sont applicables, à quelques exceptions près, aux droits d'usage dans les bois des communes et des établissements publics, et même à la jouissance des communes dans leurs propres bois.

L'article 112 déclare, en effet, que toutes les dispositions de la VIII^e section du titre III qui règle l'exercice des droits d'usage dans les bois de l'Etat, sont applicables à la jouissance des communes et des établissements publics dans leurs propres bois, à l'exception des articles 61, 73 et 74 (marques des bestiaux) et 83 et 84 (interdiction de vendre ou d'échanger les bois) et sauf aussi quelques exceptions

comprises dans le titre VI. Ainsi l'article 103, modifié par la loi du 21 juin 1898, après avoir édicté des dispositions analogues à celles de l'art. 81, en ce qui concerne les coupes des bois communaux, prévoit que le préfet pourra, sur la demande du conseil municipal et l'avis conforme du conservateur des forêts, autoriser le partage sur pieds des dites coupes.

Dans ce cas l'exploitation a lieu sous la garantie de trois habitants solvables, choisis par le conseil municipal, agréés par l'administration forestière et responsables solidairement.

Les usages dans les bois des particuliers, sont soumis en grande partie, aux mêmes conditions que ceux qui sont exercés dans les bois de l'Etat.

C'est ce qui résulte de l'article 120. Il y a naturellement cette différence, que ce sont les propriétaires qui exercent à cet effet le même droit et la même surveillance que les agents du gouvernement dans les forêts soumises au régime forestier.

Toutefois l'administration est appelée à intervenir, dans cet ordre d'idées, à l'occasion des droits de « pâturage, parcours, panage et glandée », pour déclarer quels cantons sont défensables, et pour constater l'état et la possibilité des forêts soumises à ces droits (art. 119).

§ III. — *Modes d'extinction de ces droits.*

Une autre manifestation de la tendance restrictive de la législation à l'égard des droits d'usage, est la faculté accordée aux propriétaires des bois qui en sont grevés, de les faire cesser même sans avoir à demander le consentement de l'usager.

Nous trouvons d'abord dans l'ancien droit un acte qui avait pour but de réduire la quantité des bois qui étaient l'objet des droits d'usage. C'était l'ancien *cantonnement*, qu'on appelait aussi *aménagement-règlement*. C'était, à la différence du cantonnement actuel, une simple limitation du droit qui n'en changeait pas la nature. On parlait de cette idée, que nous avons déjà rencontrée à propos des articles 83 et 84 du Code forestier, que le droit d'usage doit être limité aux besoins des usagers.

Le propriétaire de la forêt qui avait effectué cet aménagement restait maître de tout le fonds, parfois même de la futaie, s'il s'agissait d'un droit au bois de chauffage.

Cette manière de faire n'est pas prévue dans la loi actuelle ; et le nom de cantonnement qu'on lui donnait sert aujourd'hui à désigner une opération différente au point de vue juridique.

Ce nouveau cantonnement, qui a commencé à

être en vigueur dans le courant du XVIII^e siècle, est une sorte d'échange d'un droit d'usage sur une certaine étendue, contre un droit de propriété sur une portion de cette étendue. Ce procédé de cantonnement est prévu dans le Code forestier, par l'article 63, en ce qui concerne les forêts de l'Etat, par l'article 111 en ce qui concerne les bois des communes et des établissements publics, et enfin par l'article 118 en ce qui concerne les bois des particuliers. Dans ces trois cas d'ailleurs, les conditions et les effets du cantonnement sont identiques.

D'abord, quels sont les droits d'usage dont un bois peut être affranchi par voie de cantonnement ?

Ce sont seulement les droits d'usage au bois. Les autres droits ne peuvent être supprimés que par voie de rachat.

Qui peut demander le cantonnement ? Cette action est réservée au propriétaire ; c'est la consécration de l'usage ancien, qui avait été interrompu sous la révolution par la loi des 28 août-14 septembre 1792, dont l'article 5 accordait le droit de demander le cantonnement, tant aux usagers qu'aux propriétaires (1).

Comme nous l'avons dit plus haut, le cantonnement n'est applicable qu'aux droits d'usage au bois.

(1) Dans un nombre d'années très court la loi sur les cantonnements a changé plusieurs fois, ce qui a donné lieu à de nombreux procès dont nous aurons à parler plus loin.

Pour les autres droits d'usage, et particulièrement pour ceux de pâturage, panage et glandée, il ne peut s'agir que du rachat.

Ce droit est accordé à l'Etat par l'article 64 ; il est étendu aux communes, par l'article 112, et aux particuliers par l'article 120.

Le rachat est l'extinction de certains droits d'usage au moyen d'une indemnité. Cette indemnité est réglée de gré à gré, ou, en cas de contestation, par les tribunaux. En principe, le rachat, comme le cantonnement, peut être effectué sans le consentement de l'usager. Toutefois, l'alinéa 2 de l'article 64 refuse le droit de rachat à l'administration, dans les lieux où l'exercice du droit de pâturage est devenu d'une absolue nécessité pour les habitants d'une ou plusieurs communes.

Mais il peut y avoir des contestations sur la question de savoir si le pâturage est réellement nécessaire. Dans ce cas, c'est le conseil de préfecture qui statue, après une enquête « de commodo et incommodo » et sauf le recours au Conseil d'Etat.

DEUXIEME PARTIE

Les droits d'usage en vigueur dans la forêt d'Ardenne.

Quels sont actuellement les droits d'usage en vigueur dans les Ardennes? Pour le rechercher, nous diviserons ces droits en droits d'usage au bois, et en droits d'usage accessoires.

CHAPITRE PREMIER

LES DROITS D'USAGE EN BOIS

Nous distinguerons le droit au bois proprement dit, et le droit d'écorçage.

§ I. — *Droit d'usage au bois proprement dit.*

Dans cette première catégorie, nous trouvons d'abord le droit au bois de chauffage, puis le droit au bois d'œuvre.

On peut distinguer dans le droit au bois de chauffage, le droit au bois mort, *sec et gisant* ; le droit au bois mort *en estant*, c'est-à-dire au bois desséché sur pied ; le droit au *mort-bois*.

Pour celui-ci, il y a diverses définitions ; anciennement, le mort-bois ou *maubois* était composé de broussailles, arbustes et arbrisseaux inutiles, des bruyères, troènes, etc.

D'après d'autres auteurs, ce serait le bois ne donnant aucun fruit mangeable, ce qui semble inadmissible.

Dans certaines chartes (1), faites à l'imitation de celle de Beaumont, on dit que le bois vif comprend : le chêne, le hêtre, le pommier, le poirier, l'alisier et le cormier, qu'on utilise spécialement pour la construction. Le mort-bois comprend les autres essences (2). Nous trouvons aussi le droit au bois *chablis*, c'est-à-dire au bois abattu par le vent.

Les droits au bois d'œuvre, appelés aussi *marrenage*, présentent plus de variété.

Ce sont d'abord les bois de construction et de clôture ; les chartes anciennes contiennent un grand nombre de concessions de ces droits. Ainsi les Chartes de Moiry, Blagny, Signy-Montlibert, au ^{xiii}^e siècle, accordent aux habitants le droit de prendre, dans la forêt du seigneur, le bois de construction, et le bois pour clôture (3).

Dans la Charte du Gué d'Hossus, de 1566, il est accordé aux bourgeois le droit de prendre dans la forêt « bois à bâtir... à clore leurs héritages, réparer leurs maisons, bergeries, bagager... (4) ».

Viennent ensuite les bois de travail, c'est-à-dire de

(1) Les *Chartes* de Margut, de Sapogne, de Sachy (Bonvalot).

(2) Bonvalot, *Charte de Beaumont*, p. 350.

(3) Bonvalot, *Charte de Beaumont*, p. 353.

(4) Genet, *Histoire des Mazures*, p. 216.

charronnage, au sujet desquels nous remarquons des droits assez curieux. Ainsi la charte de Villers-le-Tilleul accorde aux habitants le droit au bois pour réparer le timon, ou le chariot, s'il vient à casser dans la forêt (1).

Dans le même ordre d'idées, nous trouvons le droit au bois nécessaire à la construction des barques, dans une concession de Jacques d'Orchimont aux habitants des rives de la Semoy, en 1205 (2). Il faut ajouter que, dans ce pays où il n'y avait pas de chemins, où le pied de la montagne descend dans la rivière, la barque était le seul moyen de transport possible (3).

§ II. — *Droit d'écorçage.*

Nous allons nous occuper d'un droit qui, sans être véritablement un usage au bois, s'en rapproche beaucoup ; nous voulons parler de *l'écorçage*.

L'importance de cet usage vient de ce que l'écorce des chênes de la forêt d'Ardenne, qui est employée

(1) Archives départementales des Ardennes, E, 792.

(2) Ro'and, *Orchimont et ses fiefs*, 371.

(3) Encore aujourd'hui, c'est un spectacle peu banal de voir, même sur la Meuse, faire la récolte du foin en barque, dans certains endroits où le pied de la montagne baigne dans le fleuve, sans laisser place pour un chemin.

pour le tannage des cuirs, était très recherchée ; et elle l'est encore, même par les tanneurs étrangers.

On prend pour cet usage les écorces des taillis essartés de l'espèce chêne rouvre. L'écorçage a lieu au moment où la sève du printemps se met en mouvement ; il se pratique sur pied. L'ouvrier se sert d'une lame courte et tranchante, engagée dans un manche d'os, avec laquelle il pratique au bas de l'arbre une entaille circulaire assez profonde pour arriver jusqu'à l'aubier ; il fend ensuite l'écorce de l'arbre d'un seul côté depuis le point le plus élevé qu'il puisse atteindre en s'élevant au moyen de petites échelles en bois, jusqu'à l'entaille circulaire. Puis il introduit le biseau de son instrument entre l'arbre et l'écorce, et il parvient à détacher entièrement cette dernière sans produire de déchirure. Quand les arbres sont trop élevés, ils sont d'abord abattus à la hache, puis écorcés. On fait ensuite sécher l'écorce sur un lit de perches disposées en plan incliné, on la nettoie à l'intérieur avec un râcloir, et on la lie en bottes. L'écorce est ensuite hachée mécaniquement ou à la main, puis réduite entre des meules en une poudre grossière qui prend le nom de tan.

Autrefois, il y a seulement une cinquantaine d'années, les écorces n'allaient pas toutes au moulin, elles étaient hachées par les femmes des villages qui trouvaient là un travail facile qui les aidait à vivre.

L'écorce se vend généralement à un prix rémuné-

rateur ; on estime qu'on en vendait, il y a quelques années, près de 10.000.000 de kilos par an dans le département des Ardennes, soit pour une somme d'environ un million. Souvent même la valeur de l'écorce est supérieure à celle du bois dont elle provient (1). On comprend facilement par ce qui précède que les usagers aient tenu à conserver ce droit qui leur rapportait, en plus de leur bois de chauffage, une véritable somme d'argent.

Ces écorces étaient menées dans les tanneries où l'on ne connaissait pas les produits chimiques, actuellement en usage (2), et où l'on se servait uniquement de cette écorce moulue appelée tan.

Du reste, à cause de cette situation, à proximité de la forêt, certaines villes des Ardennes avaient des tanneries florissantes ; celles de Givet sont encore très réputées, elles ne consomment pas moins de 3 millions de kilos d'écorces par an. En 1672, un arrêt du Conseil du roi, que nous citerons plus tard, déclarait que les habitants de la forêt d'Ardenne ont, depuis un temps immémorial, le droit de peler et écorcer les arbres « pour servir aux tanneries de la ville de Mézières et autres lieux, où se fait le meilleur cuir du royaume ».

(1) Nivoit, *L'Industrie dans les Ardennes*, 173.

(2) C'est pour cela qu'aujourd'hui les écorces ont diminué de valeur.

CHAPITRE II

L'ESSARTAGE

Ce sont surtout les usages accessoires qui présentent une véritable originalité dans les Ardennes.

Le droit d'usage le plus caractéristique de la forêt d'Ardenne est le droit d'essartage. Il se réfère à un mode de culture qui est actuellement cantonné exclusivement dans la région des Ardennes françaises et belges.

Nous dirons d'abord ce qu'est l'essartage, nous montrerons ensuite son utilité; enfin nous rapporterons les objections qui ont été présentées contre ce mode de culture, et nous les examinerons.

§ I. — *Les différents modes d'essartage.*

Qu'est-ce donc que l'essartage? Le mot *essartage* ou *sartage* vient du verbe bas-latin *exartare*, défricher. C'est, en effet, une sorte de défrichement tem-

poraire ; il est deux façons d'y procéder, et on distingue l'essartage à *feu courant*, et l'essartage à *feu couvert*.

Pour sarter à feu courant, on exploite une portion de forêt (1), généralement à *blanc-étoc* (c'est-à-dire sans laisser de réserves) et après avoir enlevé les divers produits de la coupe, on dissémine, de la manière la plus égale possible entre les souches, les menues branches ou branchettes que l'on a laissées à dessein, et dont la valeur commerciale est peu importante. On emploie à cet usage les branchettes de 22 millimètres de diamètre et au-dessous, on admet qu'elles valent 10 francs par hectare (2). La mousse, les herbes, les feuilles mortes sont alors détachées du sol et retournées de manière à pouvoir sécher aisément ; puis quand, sous l'influence du soleil, tous ces végétaux sont arrivés à un degré de siccité suffisant, on y met le feu. La flamme, habilement dirigée, s'étend de proche en proche, et couvre la coupe d'une couche de cendres destinées à servir d'engrais. On remue alors, à la houe, le sol jusqu'à une profondeur de 2 ou 3 centimètres pour mélanger la terre végétale avec les cendres ; puis, quand la saison des semailles est venue, on sème à

(1) Quelquefois on laisse quelques arbres porte-graines, qu'on doit entourer d'une zone de protection, c'est-à-dire, d'une bande de terre qu'on a dégazonnée.

(2) Cornebois, *Notice sur l'essartage*, 7.

la volée le seigle que l'on recouvre de terre, de manière à former une série de plates-bandes ensemencées, de la largeur d'environ 50 centimètres, tracées perpendiculairement à la pente de la montagne, et séparées les unes des autres par de petites rigoles non ensemencées. L'opération qui consiste à disposer ainsi la terre porte le nom de *binage*.

On pratique aussi l'essartage à feu couvert. Voici en quoi il consiste : On travaille le sol à la houe, de manière à en détacher des mottes d'une épaisseur variant de 3 à 10 centimètres, qu'on laisse se dessécher aussi longtemps que possible, puis que l'on entasse, le côté de la terre en dehors, de façon à former des fourneaux de forme conique, de 1 mètre de hauteur environ, dans l'intérieur desquels on rassemble la mousse, les feuilles, toutes les matières inflammables que l'on peut trouver. On y met le feu, et l'on veille à ce qu'il pénètre dans toute la masse; la combustion s'opère lentement, le fourneau s'abaisse graduellement, et l'on obtient finalement un monceau de matières pulvérulentes, auxquelles l'argile calcinée et les végétaux réduits en cendres ou en charbon donnent un aspect à la fois rougeâtre, gris et noir. Ces matières sont répandues sur le sol, puis on sème le seigle et on le recouvre comme dans le sartage à feu courant.

Ce mode de culture, spécial à la forêt d'Ardenne, avait été remarqué par Bernard Palissy, lors d'un

voyage qu'il fit dans les Ardennes, en venant chercher asile chez le duc de Bouillon, à Sedan, en 1543 (1).

Il dit dans le *Traité des Sels divers* : « En certaines contrées des Ardennes, ils coupent du bois en grande quantité, le couchent et arrangent en terre de sorte qu'il puisse avoir air par-dessous ; après, ils mettent un grand nombre de mottes de terre sur ledict bois, sçavoyr est de la terre herbeuse en forme de gazons, puis ils font brusler le bois au-dessous desdites mottes, en telle sorte que les racines des herbes qui sont en ladite terre sont bruslées, et quand ladite terre et racines ont souffert grand feu, ils l'espendent sur le champ comme fumier ; puis labourent la terre et y sèment du seigle, au lieu qu'auparavant n'estait que bois, le seigle s'y trouve fort beau. Et tout cela de seize ans en seize ans. »

§ II. — *Raisons d'être de l'essartage.*

Le sartage à feu couvert est surtout fructueux dans les lieux où le sol s'est recouvert d'une sorte de terreau, formé par des débris végétaux, dans les terres de bruyères, par exemple. En effet, la combustion y est plus complète et les cendres proprement dites,

(1) Rayeur, *La Trouée des Ardennes*.

qui ont seules un effet utile sur la végétation, y sont plus abondantes. Cet essartage a d'ailleurs sur l'autre cet avantage, qu'il peut avoir lieu, même en dehors des bois ; par exemple, dans ces sortes de terrains, tellement incultes, qu'il n'y pousse que des arbustes rabougris, et qui, sous le nom de *rièzes*, sont assez nombreux sur les plateaux de l'Ardenne, spécialement du côté de Rocroy (1). Il a encore cet avantage de pouvoir être pratiqué dans un bois où on laisse des réserves, tandis que l'autre, occasionnant un véritable incendie, ne permet de laisser aucune réserve.

D'ailleurs, ce dernier est impossible en beaucoup d'endroits, où l'on ne trouve pas suffisamment de branchettes.

Cette impossibilité a été constatée officiellement dans une enquête ouverte, auprès des préfets des départements des Ardennes, de Sambre-et-Meuse, et des Forêts, par le gouvernement impérial, enquête qui a précédé le décret du 8 octobre 1813, sur l'essartage. Ce droit d'usage qui peut sembler ex-

(1) C'est ainsi que nous voyons les habitants de Regniowez demander en 1761, à l'intendant de Champagne, de leur accorder la faveur de louer les rièzes de leur commune, pendant deux années de suite, pour être essartées etensemencées en seigle. Ils comptaient, de cette façon, se procurer l'argent nécessaire pour réparer leur église (Archives départementales ardennaises, C. 356).

traordinaire, au premier abord, présente des avantages énormes pour les habitants de l'Ardenne. On pourrait même dire que pour eux, surtout autrefois, c'était une question de vie ou de mort, car sans cela, ils n'auraient pu vivre dans la forêt, et se seraient trouvés dans cette alternative, ou de quitter le pays, ou de défricher. Ce défrichement, étant donné la déclivité très prononcée des côtes, et le peu de terre qui, en ces endroits, couvre la roche, aurait entraîné, à bref délai, non seulement la perte de tous ces terrains, mais encore, tous les inconvénients que la dénudation des parties montagneuses présente au point de vue hydrographique.

L'essartage est suivi de l'ensemencement du seigle. Autrefois, après la récolte du seigle, on semait du sarrazin, mais cet usage est tombé en désuétude ; il était difficile de couper la deuxième récolte sans atteindre avec la faucille les rejets déjà poussés sur les souches (1).

Pour en revenir au seigle, la récolte est généralement très belle, donnant une paille très haute, susceptible d'être utilisée par l'industrie ferromnière du pays pour ses emballages et de ce fait se vendant plus cher que l'autre. Elle donne en outre un grain d'excellente qualité, et en plus grande quantité que dans les terres de culture.

(1) La faucille était le seul instrument permis pour le fauchage du seigle, en forêt.

A la suite de la récolte du seigle, des genêts, qui poussent en général spontanément, sont récoltés tous les ans pendant plusieurs années. Ces genêts servent de litière et les grosses tiges servent de chauffage pour les fours. Des fougères poussent aussi dans les endroits essartés et sont utilisées pour le couchage des habitants et pour la litière des animaux.

Mais ces récoltes successives devaient être surveillées, pour empêcher les habitants de couper, en même temps que les genêts, les jeunes brins poussés sur les souches.

§ III. — *Objections contre l'essartage.*

Malgré l'utilité de l'essartage, l'administration forestière lui fait depuis longtemps une guerre acharnée. Voici en résumé quelques-uns de ses griefs.

C'est d'abord contre l'essartage à feu courant qu'elle accumule les objections. D'après elle, il brûle les premiers rejets ; la mise à feu, en effet, a lieu au mois d'août ; or, on a exploité la coupe en mai ou juin ; l'administration prétend que les rejets qui pourront pousser à l'automne ne résisteront pas aux rigueurs de l'hiver. Les souches elles-mêmes sont souvent carbonisées et une partie d'entre elles meurent. Enfin les bouleaux porte-graines sont aussi

parfois atteints, bien qu'on dépouille le sol sur un rayon de plusieurs mètres autour d'eux.

Un autre inconvénient consiste à soumettre les forêts au régime du taillis simple, puisque les réserves seraient détruites par le feu ; de plus, on constate chez les habitants une tendance à diminuer les intervalles entre les coupes, et une grande répugnance à établir les quarts de réserve, tout cela dans le but d'étendre la surface sartée chaque année. Du reste, cette dernière remarque s'applique aussi bien à l'autre manière de sarter.

Toutes les forêts soumises au sarterage devraient être des taillis sous futaie, car le chêne y domine et y vient bien. Le seul produit rémunérateur des coupes sartées est l'écorce ; le bois ne peut se vendre que comme bois de chauffage parce qu'il n'est pas assez gros, et les bois de chauffage n'ont pas beaucoup de valeur dans cette région, à cause des frais de transport qui les mettent à un prix supérieur à celui de la houille.

Ce qu'il faut dans les Ardennes, c'est du bois d'œuvre, notamment des perches de mines que ne peut donner le taillis. Pour produire des baliveaux pouvant donner ces perches, il faudrait, étant donné la rigueur du climat qui fait souvent geler les jeunes pousses, laisser 25 à 30 ans entre chaque coupe ; or, dans la plus grande partie des coupes, cet intervalle n'excède pas 20 ans.

Le bois de chauffage lui-même se vend plus cher s'il provient du taillis sous futaie, car alors il est composé surtout de bois dur. Ainsi dans la forêt de Fromelennes, dans l'intervalle de 1849 à 1868, le produit moyen par hectare a été de 254 francs pour le taillis simple, et de 1.300 francs pour le taillis sous futaie (1).

Cette différence tend à augmenter, car les taillis sous futaie produisent des bois d'œuvre dont la valeur s'accroît en raison du développement de l'industrie, tandis que les taillis simples produisent du bois de chauffage qui se déprécie plutôt.

Telles sont les objections assez sérieuses présentées contre l'essartage à feu courant.

L'essartage à feu couvert n'est pas non plus ménagé par l'administration. On lui reproche d'amener rapidement la destruction des forêts. En remuant profondément la terre, dit-on, on lui enlève toute cohésion et on la rend incapable de résister à l'action des pluies qui finissent par l'entraîner au fond des vallées.

C'est surtout dans les forêts des particuliers qu'on commence à voir dans les terrains fortement inclinés la roche à nu.

On lui reproche aussi d'appauvrir le sol au point de vue chimique de lui enlever ses propriétés hygro-

(1) Cornebois, p. 37.

métriques, et de le stériliser, en convertissant en une sorte de brique l'argile qui en est l'élément le plus important. Il est à craindre, d'après eux, si le sartage est répété trop souvent, que le sol en arrive à ne plus produire ni bois ni seigle (1). M. Nivoit, en 1869, abonde dans ce sens et affirme que la récolte de seigle des terrains sartés a notablement diminué dans les années précédentes (2).

On objecte aussi que toutes les semences qui, dans l'intervalle de deux exploitations, ont germé dans le taillis et n'ont produit que de faibles sujets, deviennent des victimes de la houe qui pénètre facilement jusqu'en dessous des racines de ces jeunes plantes. Aucun repeuplement artificiel n'étant effectué dans les forêts, l'avenir du bois ne repose plus que sur la durée des souches. Si l'une d'elles vient à mourir, sa place devient une surface improductive. On attribue à cette cause les immenses vides en des lieux que les anciens titres présentent comme ayant été entièrement boisés, il y a cinq ou six siècles, et que l'on retrouve souvent sur les banlieues des communes. Ces espaces ne produisent plus que des graminées bonnes tout au plus pour la litière, des bruyères et des genêts ; on les sarte encore de loin en loin et on leur donne dans le pays le nom de *trieux*.

(1) Cornebois, 12.

(2) Nivoit, 173.

On reproche aussi aux sarteurs, plus soucieux de leurs intérêts présents que de ceux de leur postérité et de leur commune, de ne pas hésiter à trancher d'un coup de houe les racines des souches qui affleuraient le sol et cela dans le but d'augmenter autant que possible la quantité de terre à mettre en fourneaux.

Enfin les cendres qui proviennent des fourneaux sont, dit-on, funestes aux souches ; les sarteurs leur donnent le nom de *poison* et elles le méritent bien, car il suffit d'une pelletée de ces matières, jetée sur une souche, pour la faire périr.

Les règlements se sont occupés de ce danger, notamment celui du 19 juillet 1824 ; son article 6, dispose en effet que « les cendres provenant des fourneaux ne devront être répandues que lorsqu'elles seront suffisamment refroidies, et les souches n'en devront pas être atteintes ».

Certaines objections atteignent le sartage en général, qu'il soit à feu courant ou à feu couvert.

On dit que le sartage ne profite qu'à une minorité des habitants, et que ce ne sont pas les plus malheureux qui s'en servent ; mais que ce sont les habitants plus aisés qui achètent souvent à vil prix les parts des autres. Déjà, en 1835, dans un mémoire des maires du triage de Renwez contre l'essartage, il est dit qu'à Renwez une cinquantaine d'in-

dividus seulement se servent de ce procédé dont ils n'ont d'ailleurs pas besoin (1).

En 1882, M. Cornebois estimait que, dans l'arrondissement de Rocroy, sur quatorze communes où l'on sartaît, huit ne comptaient que $1/6$ à $1/20$ de la population exerçant ce droit et que dans la neuvième, Fumay, il n'y avait qu'un sarteur par 90 habitants ; enfin, dans les cinq autres communes, cette proportion ne dépassait pas $1/4$ (2).

Enfin, pour leur servir d'argument en faveur de la suppression de l'essartage, ses adversaires voudraient prouver qu'il est d'un rapport presque négligeable, insuffisant en tous cas pour compenser les graves inconvénients qu'ils y trouvent.

Ils présentent du reste leurs raisons d'une façon habile qui pourrait induire facilement en erreur ; leur principal argument est que les ouvriers qui font l'essartage y gagnent moins que s'ils pouvaient travailler régulièrement, soit dans les usines, soit même dans la culture. Ils disent que l'ouvrier, quand il sarte, gagne à peine 3 francs par jour et que ce travail expose à beaucoup de risques ; ainsi, s'il pleut abondamment en août et septembre, on ne peut sarter, faute de soleil pour sécher les plantes. La récolte est naturellement assez variable

(1) Lépine, *Notice sur l'essartage*, 37.

(2) Cornebois, 42.

et l'ouvrier qui vit au jour le jour ne peut s'accommoder d'un gain aussi aléatoire. C'est ce qui fait dire à certains sarteurs que leur pain de seigle leur revient plus cher que du pain de blé. D'ailleurs, le sartage est très pénible, on doit manier la houe sur des terrains très résistants à cause de l'enchevêtrement des racines.

M. Cornebois évalue ainsi le produit de l'essartage sur un hectare :

18 hectolitres de seigle à 12 fr. 50 chacun ⁽¹⁾ . . .	225 fr. 50
3 500 kil. de paille à 37 fr. 50 les mille kil. . . .	<u>131 fr. 25</u>
Total	356 fr. 75
Le prix de revient : main-d'œuvre, 89 jours à 2 fr. 50	222 fr. 50
Semences 120 litres à 0 fr. 13	15 fr. 60
Transport de la récolte à domicile	20 fr.
Battage du grain à raison de 1 fr. par hectolitre .	18 fr.
Location du sart	50 fr.
Soit 326 fr. 10 déduit de 356 fr. 75 = 30 francs de bénéfice net.	

La main-d'œuvre est comptée à 2 fr. 50 parce qu'elle est faite généralement par des femmes et des vieillards. Le ménage qui n'a pas d'auxiliaires gagne d'après ce calcul 302 francs par hectare s'il ne loue pas son sart, ce qui correspond à un salaire quotidien de 3 fr. 10 pendant 89 jours ; s'il est obligé de

(1) Sur ce point les évaluations, varient tant sur le prix que sur la quantité.

louer le sart, le produit s'abaisse à 252 francs et le salaire à 2 fr. 80 (1).

L'adversaire du sartage qui a écrit ce qui précède, fait lui-même, dans le même ouvrage, des observations qui peuvent servir de réponse à son argumentation. Les voici :

Pour évaluer le bénéfice du sarteur, il fait remarquer que les ouvriers ne sartent qu'à leur temps perdu et que, s'ils avaient du travail à 3 francs par jour ailleurs, ils ne sarteraient pas. Certains aiment mieux gagner 1 franc que rien du tout. Car il y a trop peu de terre arable pour qu'ils puissent travailler dans la culture, et beaucoup répugnent à se faire ouvriers d'usine ; d'ailleurs, l'usine est souvent pleine. Ils veulent avoir du seigle pour se nourrir pendant l'hiver alors qu'ils ne gagnent rien. Les ouvriers ne sarteraient pas s'ils étaient occupés d'août à octobre, mais il n'y a guère que des prés qui sont récoltés à cette saison et le travail industriel n'a pas cet avantage qu'aurait l'agriculture de laisser l'ouvrier libre pendant l'hiver pour bûcheronner (2).

Dans ce calcul, la location du sart a été évaluée à 50 francs par hectare, c'est en effet le prix moyen dans les bois communaux ; mais dans les bois particuliers, où le locataire est plus libre, ce prix est plus

(1) Cornebois, 23.

(2) Cornebois, 24.

élevé et on l'a vu à diverses reprises monter jusqu'à 200 francs. Cela prouve que l'objection faite ci-dessus a bien peu de valeur et que le bénéfice réel est plus élevé que celui qu'on nous indique, car on ne louerait pas 200 francs un hectare sur lequel 89 journées de travail ne laisseraient qu'un bénéfice de 100 francs.

La plupart du temps, le sarteur n'a pas à sa charge le prix de location du sart, car la valeur du bois suffit largement d'ordinaire à payer la taxe affouagère, et le sol se trouve ainsi être loué pour rien. Mais il faut se rendre compte que, habituellement, les lots sont d'une faible étendue. Ainsi, en 1882, dans les 14 communes de l'arrondissement de Rocroy, l'étendue de la coupe sartée était de 350 hectares répartis en 4.400 ménages, ce qui donne à chacun 8 ares. Il est vrai que sur ces 4.400 ménages, 1.600 seulement sarent et les 2.800 autres louent leurs parts à ceux-là.

§ IV. — *Réponse aux objections.*

Les objections faites contre l'essartage à feu courant sont sérieuses; il est difficile de les réfuter; aussi ce mode d'essartage tend de plus en plus à disparaître.

Nous ne nous occuperons donc que de répondre aux objections contre l'essartage à feu couvert.

On dit d'abord que si le sartage peut être désastreux pour les bois, si on y procède sans aucun soin, il n'offre aucun inconvénient s'il est pratiqué avec précaution. Dans ces conditions, il ne nuit presque pas au repeuplement, et il favorise la pousse par la culture de la terre. Du reste, dans les pays où il est fait soigneusement, après l'enlèvement du seigle on sème des graines d'arbres et même, dans certains endroits, on replante. De plus, l'essartage détruit les broussailles et les ronces et il est avantageux pour les essences dures telles que le chêne.

L'essartage, s'il est pratiqué à la distance prescrite des souches, ne peut détruire les racines ; au contraire, il les débarrasse des bruyères et des ronces qui se nourrissaient à leurs dépens, et les rejets ont plus de vigueur que dans les terrains non essartés. Quant à la cendre, elle est un engrais bien nécessaire dans un terrain compact où l'air et l'eau ne peuvent pénétrer, et où la végétation serait impossible sans cela. Cette cendre, qui résulte de la combustion des plantes parasites et des deux pouces de terre qui contiennent leurs racines, contient beaucoup d'éléments fertilisants et enrichit la terre. Quant aux genêts, ils donnent un excellent engrais et remplacent la paille qui reviendrait trop cher.

Quant à la diminution du produit en seigle et en

bois, est-elle vraiment un effet de l'essartage ? Dans ce cas, il ne devrait plus y avoir de bois, car on sarte depuis plus de mille ans, et on ne peut pas dire d'une façon générale que les bois actuels soient en plus mauvais état que ceux dont il nous est parlé dans les anciens actes.

On aurait plutôt lieu parfois de faire une constatation inverse.

Ainsi en ce qui concerne le bois des 32 communes, un des massifs importants de notre pays, M de Courtagnon, Grand Maître des eaux et forêts, constatait dans un règlement de 1731 que les bois étaient réduits en broussailles, et aujourd'hui, alors qu'ils ont été sartés régulièrement depuis cette époque, ils sont redevenus beaux. L'essartage n'y est donc pour rien (1).

Si dans quelques lieux il y avait réellement une diminution, elle proviendrait en réalité d'un pâturage trop peu étendu. Dans ce cas, les animaux ne jouissant que d'un espace restreint, s'attaquent aux jeunes pousses.

Quant au glissement des terres provoqué par l'action des eaux, il ne peut se produire, puisque l'essartage à feu couvert laisse subsister toutes les souches, en général très rapprochées l'une de l'autre, dont toutes les ramifications constituent un véritable réseau, qui écarte tout danger de cette nature.

(1) Lépine, *Notice sur l'essartage*, 23.

Le sol sarté ne se recouvre pas non plus d'une espèce de brique, puisque l'argile cuite dans les fourneaux est devenue une véritable cendre, très divisée, qui est aussitôt incorporée et mélangée à de la terre végétale.

On dit aussi que cette culture de seigle absorbe de l'engrais au détriment des arbres. Les anciens partisans de l'essartage avaient constaté le contraire sans pouvoir en donner d'explication scientifique. Aujourd'hui, dans l'état actuel de la science, on sait que, en été, sous l'action de la chaleur, les décompositions organiques se poursuivent activement dans le sol où s'accumulent des nitrates excessivement solubles, qui se déposent sur les chaumes, après l'enlèvement du seigle. Cet engrais est d'une valeur supérieure peut-être à celle qui a été absorbée par la récolte.

Nous avons vu plus haut les adversaires de l'essartage affirmer que cette opération ne laisse pas un très grand bénéfice. Nous avons montré qu'elle se fait à temps perdu, et qu'elle donne du travail à un grand nombre d'ouvriers, qui, sans cela, seraient inoccupés ; ils sont payés à des prix peu élevés, c'est possible, mais les journées qu'ils consacrent au sartage seraient inutilisées ; de plus, elle emploie toute une catégorie d'ouvriers ; vieillards, femmes, enfants, qui trouveraient difficilement une autre occupation.

Les adversaires disent que le pain de seigle re-

vient aux sarteurs plus cher que le pain de blé ; mais il y a eu des moments où le pain de blé a fait défaut, et le sartage a sauvé les populations de la famine vers 1815, alors que le pain de blé valait 1 fr. 40 le kilogramme.

Enfin, on a dit que l'essartage ne servait, qu'à la minorité de la population, et qu'il donnait lieu à des spéculations. Depuis que l'industrie du fer s'est introduite dans les Ardennes, les ouvriers qui se sont engagés dans les usines, ont naturellement abandonné le sartage, mais ce n'est pas une raison pour priver de cette faveur ceux qui n'ont pas pu ou pas voulu s'enfermer dans un atelier. D'ailleurs, le sartage peut redevenir nécessaire aux ouvriers d'usine, eux-mêmes, dans le cas d'un chômage prolongé, que les crises de l'industrie rendent toujours possible.

Quant au repeuplement, l'objection tombe d'elle-même, puisque, en beaucoup d'endroits, les sarteurs resèment des graines de bois après l'enlèvement de leurs récoltes ; on pourrait forcer les usagers à semer, ou replanter, comme cela se fait partout dans l'Ardenne belge.

En somme, avec les précautions qui sont maintenant en usage, il n'y a plus de danger pour les bois.

Nous ajouterons même que, si les adversaires de l'essartage ont raison dans quelques cas, ce que nous ne croyons pas, entre deux maux, il faut choisir le

moindré : le pain est plus nécessaire que le bois.

Il faut aussi se souvenir que l'essartage a été pendant des siècles la seule ressource des populations perdues au milieu des forêts.

Et enfin, s'ils n'avaient pas joui de ce droit, les habitants de l'Ardenne auraient été contraints de défricher les bois ; cette opération, désastreuse sous beaucoup de rapports, aurait privé l'Etat et les communes d'une source de richesse considérable.

CHAPITRE III

LE PATURAGE ET LE PANAGE

§ I. — *Le pâturage.*

Après avoir étudié ce droit d'essartage, si spécial à la forêt d'Ardenne, nous abordons le droit de pâturage, très fréquent dans ce pays.

On peut distinguer le pâturage proprement dit, et le panage. Il est inutile de définir le premier. Il a été rendu nécessaire dans l'Ardenne, par l'absence des prairies, comme l'essartage par le manque de terres arables, les bois s'étendant jusqu'au bord des rivières.

A ce sujet, plusieurs questions se posent : Quels animaux y sont admis ? Dans quels bois peuvent-ils pâturer ?

A quel âge du bois ? Dans quelle proportion ? Pendant combien de temps chaque année, et à quelle époque ?

Sous quelles restrictions ? etc.

Des réponses très diverses ont été données à ces questions. En général, avaient droit au pâturage : les bêtes à cornes, et aussi les chevaux.

Ainsi un arrêt du grand Conseil, du 24 mai 1732, confirme les habitants de Signy dans le droit d'envoyer pâturer leurs « bêtes à cornes et chevalines » dans les forêts de Signy-l'Abbaye (1).

En 1230, Hugues, seigneur de Montcornet, accorde à l'abbaye de Signy le droit d'envoyer au pâturage, dans ses bois, les bêtes de trait, appartenant à une maison de l'abbaye, ainsi que les bœufs. *Animalia sua trahentia, boves videlisset* (2).

La charte de Gué d'Hossus, en 1566, accorde aux bourgeois de cette communauté le droit de mener leurs bestiaux « de quelque condition et espèce qu'il soient, ainsi qu'il est porté par les ordonnances royaux » (3).

En général, on ne trouve pas ce droit pour les chèvres et moutons.

Il y avait cependant des exceptions : Vaucher de Sarrasin, seigneur de Rimogne, accorda aux frères de l'abbaye de Signy, en 1291, le droit de pâturage

(1) Archives départementales ardennaises, E, 778.

(2) Lépine, Rocroy, 444.

(3) Genêt, *Histoire des Mazures*, 216.

dans ses bois pour trois cents bêtes à laine et trois cents agneaux (1).

L'âge auquel les animaux étaient admis au pâturage varie beaucoup.

Dans certains endroits, les bestiaux étaient admis la troisième année après la coupe.

C'est ainsi que Baudoin d'Orchimont, en 1265, accordait aux bourgeois de Cons (la Grandville) le droit de pâturage... « Et ce (si), on mettait à taille mon bois devant dit en tout ou en partie que ens en ses taillis nulle bête ne yroit par II ans le garderait-on pour amender, et après les II années li bourgeois de Cons y raverroient leur pasturage, ens dis taillis tout ainsy comme devant » (2).

Gilles, seigneur de Haybes, accordait en 1311, aux bourgeois de Haybes, le droit de pâturage en tous ses bois « de 7 ans en avant de recrues » c'est-à-dire 7 ans après la coupe (3).

La coutume de Vitry qui régissait certaines parties de la forêt portait dans son chapitre II, art. 118, que cet âge serait, en moyenne, de 5 ans ; de même la coutume de Lorraine.

Dans un acte de 1546, le prince de Croy, seigneur de Montcornet, accordait aux habitants de Sécheval,

(1) Cartulaire de Signy. Archives départementales des Ardennes.

(2) Roland, Orchimont, 384.

(3) *Revue historique ardennaise*, 1894, p. 63.

les Mazures, etc., le droit de pâturage dans une certaine partie de ses bois, « aux aumailles et bêtes chevalines après quatre tailles d'iceux » (1).

Dans la transaction du 2 avril 1626, entre les seigneurs de Montcornet et les habitants des 32 communautés du marquisat, cet âge est porté à 12 ans (2).

Le règlement de M. de Courtagnon, Grand-Maitre des eaux et forêts, pour le bois des 32 communes en 1731, art. 21, fixe l'âge du défens, à 4 ans de recrue « attendu la bonne qualité du terrain (3) ».

Dans certains pays, quand les animaux, pour gagner leur pâturage, étaient obligés de traverser des bois en défens, les chartes qui concédaient ces droits donnaient des instructions pour ce cas.

Ainsi en 1257, la charte de Jean d'Orchimont décidait qu'ils auraient la « traicte de leurs bêtes jointisses par tout là où ils voudront aller, et pourront disjoindre leurs bestes et laisser repaistre partout sans méfait (4) ».

Les bois, en effet, ne peuvent être pâturés dans les premières années qui suivent la coupe, sans compromettre l'avenir des forêts; ces bois qui ne peuvent être pâturés, sont appelés bois *en défens*, et les autres sont dits *défensables*.

(1) Genêt, *op. cit.*, 28.

(2) Archives départementales ardennaises, C. 243.

(3) Archives départementales ardennaises, C. 243.

(4) Roland, *op. cit.*, 380.

Les ordonnances ne fixaient pas l'âge où le bois devient défensable, elles s'en remettaient aux coutumes locales ; cet âge varie beaucoup suivant le climat, la nature du sol et l'essence du bois qui prédomine.

Le temps du pâturage n'était habituellement pas limité.

Cependant la charte de Hugues de Montcornet, en 1230, accordait aux frères de l'abbaye de Signy le droit au pâturage, pour leurs bestiaux, pendant 5 semaines (1).

Quelquefois il est spécifié que le pâturage des bêtes à cornes n'est pas permis au même âge de taillis que ceux des chevaux (2).

Voici pourquoi : Quand les chevaux arrivent dans les bois, ils commencent par manger l'herbe qui couvre le sol, tandis que les bêtes à cornes, si les taillis sont trop jeunes, mangent d'abord les cépées.

§ II. — *Le panage.*

On appelle *panage*, *pasnage*, *parcours*, *paisson* ou *glandée* un droit qui se rapproche beaucoup du pâturage et qui est spécial aux porcs.

(1) Lépine, Rocroy, 413.

(2) Nous en trouvons un exemple dans la forêt de Francois, où la commune de Fumay a le droit de faire pâturer ses bêtes

Il permet de mener les porcs dans les forêts pour qu'ils s'y nourrissent des glands et aussi des fâines ou fayennes (fruit du hêtre). Il tire son importance de ce fait que l'essence dominante de la forêt des Ardennes est le chêne.

Ce droit est extrêmement répandu, on pourrait presque dire qu'il n'y a pas un acte, octroyant aux habitants du pays des droits sur les bois, où il ne soit mentionné. Cela s'explique d'autant plus facilement que le porc était la seule viande consommée par les habitants de la forêt, et que presque tous les ménages en avaient au moins un.

D'autre part, le panage, à la différence du pâturage, est bon pour les bois, parce que les porcs enterrent les graines.

Le panage était autorisé dans presque tous les bois sans s'occuper de l'âge du taillis, auquel le porc ne fait courir aucun danger.

Par contre, les actes règlent en général à quelle époque aura lieu la glandée. Ainsi, dans un acte de 1337, par lequel Gilles de Haybes règle les droits de ses sujets dans ses bois, il permet de mettre « leurs pourceaux par tous nos bois passener du jour de la Saint-Remy en avant (1) ».

à cornes, dans les taillis, à partir de 11 ans, et ses chevaux, à partir de 7 ans.

(1) *Revue Historique ardennaise*, 1894, p. 67.

Vaucher de Sarrazin accorde aux frères de Signy, par charte de 1291, le droit de panage pour 12 porcs dans ses bois depuis « la saint Rémy jusques aux chandelles » (la chandeleur) (1).

Dans le manuscrit de Dom Ganneron, religieux de l'abbaye du Mont-Dieu, il est parlé d'un panage (qu'il appelle *pasnage de la hure*) qui s'exerce de la saint Rémy aux Rois.

Trente communautés avaient dans la forêt de Merlavax et Taille Maidy la glandée indéfinie pour les porcs avec, au besoin, des parcs fermés pour la nuit (2).

Quant au nombre de porcs admis à la glandée, il était très variable. Les usagers ont parfois le droit de conduire au pâturage tous les animaux de leur élevage, mais le plus souvent ils ne le peuvent que pour ce qui est nécessaire à leur nourriture.

Dans la charte de Jacques d'Orchimont, dont nous avons parlé plus haut, en 1205, il est accordé aux habitants des rives de la Semoy *passnagium ad opus porcorum suæ nutritionis*.

Dans la charte de Gille de Haybes, que nous venons de voir, en 1337, le droit est accordé pour « à sçavoir tout ce qu'ils auraient de nourrissons devant la Saint-Jean, et s'ils n'avaient nourchons devant la

(1) Lépine, *Histoire de Rocroy*, 419.

(2) Bonvalot, *Charte de Beaumont*, 353.

saint Jean, ils en peullent après acquerre quatre et non plus et les quatre ainsi acquis, chacun les peut mettre au bois, et de ce devons nous avoir leur serment sçavoir le voulons que s'ils en mettent plus avant que quatre, que le plus en soit de leur propre nourson ainsi que devant dit est ».

L'arrêt du Grand Conseil de 1732, dont nous avons déjà parlé, confirme les habitants de Signy dans le droit d'envoyer chacun un porc à la glandée.

Aujourd'hui la glandée existe encore, mais elle est très réduite, et comme nous le verrons plus tard, quand il y a un droit de panage dans les forêts de l'Etat, l'administration ne le laisse exercer que dans les années où la récolte de glands est particulièrement abondante, dans la crainte que les porcs, ne trouvant pas suffisamment de glands, ne s'attaquent aux pousses.

Ainsi dans la forêt domaniale de Signy l'Abbaye, on est quelquefois jusqu'à 20 ans sans l'exercer.

Dans les bois où s'exerce la glandée, il est spécifié que les porcs doivent manger les glands sur place, mais on n'a pas le droit de les ramasser et de les emporter pour les faire consommer à domicile.

Le droit de glandée prend le nom de fainée quand il s'exerce dans les forêt où l'essence dominante est le hêtre, du nom du fruit du hêtre, *faine*, que dans le pays on appelle encore fayenne.

TROISIÈME PARTIE

Etude historique des droits d'usage.

CHAPITRE PREMIER

ORIGINE DES DROITS D'USAGE

Les droits d'usage que nous venons d'étudier, ont dû leur origine à des causes diverses, toutes issues de la même idée : la nécessité, pour les habitants de villages perdus au milieu des bois, de tirer de ces bois des ressources qui leur permettent d'y vivre.

Les seigneurs, possesseurs de la forêt, s'en rendirent bien compte quand ils voulurent créer des villages et y attirer des habitants. Aussi, tous ont-ils accordé à ces habitants des droits de nature et d'étendue différant suivant les lieux.

Ces droits remontent à une époque très reculée ; les documents qui y sont relatifs deviennent nom-

breux vers le XIII^e siècle, et indiquent souvent qu'ils confirment des droits existant depuis longtemps déjà.

La concession de ces droits est souvent contenue dans les chartes constitutives des Communes. On peut citer une foule de chartes qui ont été octroyées à la suite de la charte de Beaumont (1182). Celle de Villers-le-Tilleul, octroyée par l'abbé de Saint-Vincent-de-Laon, donne aux bourgeois de la ville leurs *aisances* sur le bois mort et le droit aux « liens à chars, échelles, fuseaux, timonts, panneles et alongements qu'ils pourront couper dans la dite forêt, si le char ou timont se rompt dans ladite forest et soit nécessaire de le réparer en ladite forêt ». « Auront aussi chemin par les bois, en sorte qu'ils ne couperont aucun bois pour faire leurs chemins et ne feront nouvelle voye dans les taillis (1) ».

Trente communautés qui ont reçu leur charte dans le courant du XIII^e siècle, avaient dans les forêts de Merlavaux et de Taille-Maidy, qui appartenaient au comte de Chiny, leurs *aisances* qui consistaient en bois de construction et de chauffage, mais sans droit de vente, bois pour deux bannes de charbon, bois mort et mort-bois à volonté ; le bois pour clôtures, chars, charrues, harts et liens, qui doivent être tordus en forêt ; vaine pâture en toute saison depuis le lever

(1) Archives départementales des Ardennes, E. 792.

du soleil jusqu'à son coucher, pourvu que ce soit sans fraude ; glandée indéfinie pour les porcs au besoin avec parcs fermés pour la nuit (1).

En 1292, Vaucher de Sarrazin, sire du Châtelet et de Neufmaison, accordait dans la charte qu'il concédait aux habitants de Neufmaison le droit « d'aller au bois de Fahazart au bois sec et couper le sec bois sur le vert, même pourront yceux couper des harts vertes pour lier leur bois (2) ».

Plus tard, nous trouvons la charte du Gué d'Hos-sus, en 1566, accordée par Antoine de Croy, seigneur de Montcornet, par laquelle il donne aux bourgeois le droit de « prendre par les mains de notre gruyer et par martreau, bois à bâtir et chauffer, cuire, clore leurs héritages, réparer leurs maisons, bergeries, bagager et haubergener, y mener leurs bestiaux de quelque condition ou espèce qu'ils soient, selon et ainsi qu'il est porté par les ordonnances royaux... Que aussi ils useront de nos dits bois communs et usagers comme bon père de famille »... « et d'autant que, aucuns d'eux pourraient demander et prendre place, et pour après avoir coupé le bois à leur profit, le vendre, ou aliéner, ou laisser en friche ; pour obvier, tous seront tenus dedans cinq ans... bâtir et construire leurs maisons et acceints (3) ».

(1) Bonvalot, *Charte de Beaumont*, 353.

(2) Archives départementales des Ardennes, E. 753.

(3) Genêt, *Histoire des Mazures*, 216.

La Charte de Saint-Aignan, du 15 juin 1513, donne aux habitants « le droit de prendre les sécherons et bois morts... et de prendre harres et liens de bois vert sans mezure (1) ».

En dehors des chartes constitutives, d'autres accordaient des concessions aux habitants, d'autres enfin consacraient les anciens droits ; c'est ainsi qu'en 1205, Jacques, châtelain d'Orchimont, accorda le droit d'aisance dans son bois de Heez, aux habitants des rives de la Semoy, qui habitaient les Hautes-Rivières et les Basses-Rivières. Ils avaient le droit de prendre le bois nécessaire à la construction de leurs bâtiments et de leurs barques, à l'entretien de leurs foyers, jouissaient aussi du droit de panage ; ils pouvaient aussi prendre le foin. De plus, les gens de Noyes (Naux) avaient le droit d'y couper des arbres pour les vendre, à condition de verser le cinquième du produit de la vente entre les mains du sergent du seigneur d'Orchimont (2).

Une autre charte de Jean d'Orchimont, en 1257, confirme aux hommes de Saint-Pierre de Braux toutes les aisances dont ils jouissaient déjà et, entre autres, certains droits de pâturage et de panage. Elle règle aussi les différends existant au sujet de ces dits droits, entre les hommes de Saint-Pierre de Braux et

(1) Archives départementales des Ardennes, E. 765.

(2) Roland, *op. cit.*, 371.

une succursale de l'abbaye de Foigny, aussi bénéficiaire des générosités du seigneur (1).

Baudoin d'Orchimont, dans un autre acte, en 1265, réglait les droits d'usage des bourgeois de Cons dans son bois de « Huonchasnoit » ; il leur accorde outre le droit de pâturage leur « aisance pour clôtures, pour ardoir, pour haver et en toutes autres manières pour l'amendement de la ville de Cons, sans vendre et sans donner fors dudit ban de Cons » (2).

Gilles, sire de Haybes, dans un acte du 10 janvier 1311, où il s'accordait avec ses bourgeois de Haybes à propos de l'usage des bois, leur donnait « leur fauchage en heez (taillis) moyennant une redevance de deux deniers pour chaque cherée (charretée) de fueur, que nos dits bourgeois faucheront ; ils doivent en plus donner la douzième jarbe (gerbe) des sarts qu'ils sarteront en dis bois ». Ce même acte leur accorde le droit de vendre du bois, dans le cas où cela deviendrait nécessaire à l'intérêt commun de la ville de Haybes, à condition de lui rendre le douzième denier. Il leur accorde également le droit de pâturage à sept ans de recrue (3).

Nous trouvons en 1328 une concession de droits,

(1) Roland, *op. cit.*, 380.

(2) Roland, *op. cit.*, 384.

(3) *Revue historique ardennaise*, 1894, p. 65.

accordée par Jean, roi de Bohême, à ses bourgeois d'Orchimont. « Avons octroyé aisances pour sarter, pour paissens, pour maisonner, pour laigner, pour pans, pour verges, en noz bois entour le rieu de Trignes et en tous nos autres bois ainsi que ils ont usé anciennement » (1).

Dans une charte du 20 octobre 1621, Philippe IV, roi d'Espagne, a consacré le droit d'essartage en faveur des habitants d'Hargnies dans des bois qui appartiennent aujourd'hui à l'Etat. Ce droit leur a été conservé par un arrêt du Conseil du Roi du 15 octobre 1726 (2).

Nous trouvons encore de nombreuses donations en droits d'usage à des abbayes. Parmi les plus anciennes que nous connaissions, nous trouvons un don de la moisson des glands et des faines dans tous ses bois fait par Pierre de Montcornet à l'abbaye de Signy en 1138 (3).

En l'an 1222, Hugues de Montcornet donna à l'abbaye de Foigny, au diocèse de Laon, le droit de pâturage dans sa forêt, appelée Fazelles, pour 280 chevaux et 100 autres bêtes moyennant une redevance de six deniers alborum par cheval, et cinq deniers, monnaie de Laon, pour chacune des autres bêtes, et

(1) Roland, *op. cit.*, 402.

(2) Lépine, *Notice sur l'essartage*, 6 et 8.

(3) Genêt, *op. cit.*, 215.

aussi le droit de prendre dans cette forêt tous les bois nécessaires à la construction de leurs habitations, et à leur chauffage, excepté les essences de chêne, plane, frêne, poirier, pommier et coudrier (1).

Les seigneurs de Montcornet avaient, à plusieurs reprises, accordé à l'abbaye de Signy des droits dans leurs bois, notamment en 1186 et 1202, mais en 1230, Hugues de Montcornet remplace ces premières concessions par une autre plus détaillée. Cette concession, rédigée en bas latin, leur accordait le droit de prendre dans ses bois, sans aucune rétribution, pour leur chauffage, tout le bois gisant, et celui qui était appelé mort-bois ; et, pour bâtir et entretenir la maison et tous les ouvrages qui la concernent, accorde le chêne, le hêtre et les autres bois qui seront utiles, à l'exception des haies qui servent de limite pendant tout le temps qu'elles seront en défens.

Elle accorde aussi la faculté de conduire librement au pâturage ses bêtes de trait comme ses bœufs, tant dans les plaines que dans les bois de toute sa terre, et de les y laisser pendant cinq semaines chaque année, sous la réserve qu'ils respectent les moissons, les prés et les rizières que l'on fauche...

Elle leur accorde encore le droit de faire les

(1) Genêt, *op. cit.*, 216 et Lépine, *Histoire de Rocroy*, 415.

haillons sortes d'abris) qui leur seront nécessaires dans le pâturage ; et elle leur accorde enfin le droit de pâturage, tant dans les plaines que dans les bois, pour 30 têtes de gros bétail ainsi que pour les veaux, mais à la charge de retirer ceux-ci dans l'année (1).

Nous trouvons aussi, plus rarement il est vrai, des concessions à des particuliers.

Ainsi le 2 janvier 1477, le comte de Rethel accordant à quatre gentilshommes verriers l'autorisation de construire un four à verriers dans la forêt d'Omont, leur donnait en même temps le droit d'« abaltre, prandre et couper des arbres et chesnes nécessaires et convenables à faire l'édifice et réparation du dit lieu » en même temps le droit au bois blanc « en telle quantité que besoing leur sera » pour chauffer le four.

Le 29 septembre 1528 il renouvelle le droit au bois, et au pâturage, il leur accorde le droit de mettre « paistre jusqu'à quarante bêtes à cornes dans les bois sans toutefois coucher ni entrer dans les taillis, dedans les grands bois. Et aussi pendant qu'ils chargent le bois sec, pour leur chauffage et pour leur four, ils peuvent mettre dedans les haulx bois 3 ou 4 chevaux et non plus » (2).

Cette faveur faite à des verriers est facile à com-

(1) Lépine, *Histoire de Rocroy*, 411.

(2) *Revue historique ardennaise*, 1895, 266.

prendre. On sait en effet qu'au xv^e siècle, pour développer l'industrie du verre qui avait besoin d'encouragements, il fut accordé par lettres-patentes aux gentilshommes verriers qui habitaient surtout dans l'Argonne et jusque dans l'Ardenne, de nombreux privilèges. Les seigneurs, pour les attirer dans leurs terres, leur firent aussi des avantages.

Comme nous le verrons plus tard, une maison appelée la Maison-à-Bar possédait sur les forêts de l'abbaye du Mont-Dieu un droit de pâturage, conservé encore de nos jours.

Parmi ces concessions, les unes étaient de véritables donations d'usages, ce sont évidemment de beaucoup les plus nombreuses, au moins à l'origine ; d'autres étaient grevées d'une redevance assez légère, soit en nature, soit en argent.

Dans la charte de 1205, de Jacques d'Orchimont, déjà citée, il est spécifié que les droits étaient accordés sans redevance, *absque alicujus redditus redditione*.

Celle de 1230, de Hugues de Montcornet, accorde les droits au bois sans redevance, *absque ulla exactione*.

Nous trouvons parfois comme dans celles-ci la clause de gratuité nettement stipulée : dans beaucoup d'autres, on ne fait aucune mention, ce qui donne à supposer qu'il n'y a pas de redevance.

D'une façon générale, toutes les fois qu'une per-

mission de vendre est accordée ou que le droit est supérieur à ce qui est strictement nécessaire, il y a redevance ; puisque, en ce cas, il ne s'agit plus d'un droit destiné à parer aux premières nécessités.

Ainsi le droit au bois de chauffage est presque toujours gratuit Dans la Charte d'Orchimont (1205), dont nous avons déjà parlé, on permet à certains usagers de vendre du bois, mais dans ce cas, ils doivent donner au seigneur soit le cinquième du bois, soit le cinquième du prix.

Dans la concession de Gilles de Haybes, il est dit que les habitants peuvent vendre du bois dans la mesure des besoins de la communauté, mais à condition de payer le douzième denier.

Dans la charte d'Orchimont, le seigneur, après avoir décidé que les habitants auront gratuitement du bois pour construire la barque qui sert à leur usage, ajoute que, s'ils vendent cette barque, ils devront lui payer une redevance fixée par la coutume.

Dans la charte de Villers le Tilleul, où nous avons vu que les habitants avaient le droit de prendre, dans la forêt du seigneur, du bois d'œuvre pour leurs atelages, ils devaient donner pour cela un setier d'avoine et une poule « à la fête de saint Rémy chef d'octobre ».

Le droit d'écorçage était sujet dans certains endroits à la redevance, ce qui a occasionné des conflits dont nous parlerons plus loin.

Le droit de sartage, quand il était soumis à la redevance, se faisait sous la condition de donner une portion de la récolte.

Ainsi dans l'acte de Gilles de Haybes, en 1311, les bourgeois doivent rendre « à nous et à nos hoirs la douzième jarbe des sarts qu'ils sarteront en dis bois. »

Jacques d'Orchimont détermine les droits des habitants d'Orchimont dans les bois des seigneurs de Bohan et accorde l'essartage à la condition de la douzième gerbe comme terrage (1).

Dans une concession faite à la communauté de Sécheval, par le seigneur de Montcornet le 27 juillet 1546, le droit de sartage est accordé à condition de payer la treizième gerbe (2).

Vers 1600, les seigneurs de Montcornet percevaient sur chaque ménage de Rimogne quinze deniers et deux poules tous les ans, le jour de la saint Etienne, pour droits d'usage dans les bois communs de Montcornet et du Châtelet (3).

Les habitants de trois villages dépendant de la principauté de Château-Regnault, Gespunsart, Monthermé et Braux, qui jouissaient des droits d'aisance dans les bois, devaient en échange faire le guet dans

(1) Roland, *Orchimont*, 397.

(2) Genêt, *op. cit.*, 28.

(3) Lépine, *Histoire de Rocroy*, 421.

leurs églises. Ils avaient le droit de se faire racheter, sauf en cas de nécessité, moyennant cinq sols payables à la saint Remy. Cette charge est reconnue dans la déclaration générale des droits que le duc de Guise possédait sur les terres souveraines de Chateau-Regnault en 1575 (1).

Le droit de pâturage était presque toujours gratuit, cependant il y a quelques exceptions.

Dans la concession faite par Hugues de Montcornet à l'abbaye de Foigny pour 280 chevaux et 100 autres bêtes, la redevance était de six deniers alborum par cheval et cinq deniers de Laon pour chaque autre bête. (L'importance de ce bétail prouve bien qu'il n'y avait plus là une faveur nécessitée par le besoin.)

Le panage était souvent soumis à la redevance qui était de tant par tête d'animal.

Ce qu'il faut remarquer, et c'est toujours l'application du principe dont nous avons déjà parlé, c'est que la païsson n'est généralement sujette à aucune redevance dans les cas où elle est utilisée pour les animaux nécessaires à la nourriture des habitants. Mais de tout ce que nous avons pu voir, il ressort que souvent les habitants nourrissaient un nombre de porcs supérieur aux besoins de leur consommation.

Dans l'acte de concession de Baudoin, seigneur

(1) Péchenart, *Histoire de Gespunsart*, 95.

d'Orchimont, aux bourgeois de Gedinne (mars 1236) il décidait qu'à la vente de tout porc qui aurait été mis à la paisson, il lui serait payé six deniers par chaque porc (1).

Dans la charte de Gilles de Haybes, en 1337, nous voyons qu'on payait deux deniers par chaque porc « sauf que la femelle ne doit que un denier ».

Dans l'acte d'adveu du Seigneur de Wartigny (7 avril 1752) il mentionne le droit de « soigneux » qu'il commente ainsi : « Le droit de soigneux est que tous les bourgeois des dits six villages (Secheval, les Mazures, Deville, Cuviseau, Laifour et Anchamps) ayant porcs, doivent au seigneur au jour saint Remy, chef d'octobre, à peine de 60 sols parisis d'amende, 5 deniers pour chacun porc, à cause de la permission qu'ils tiennent des seigneurs, d'envoyer leurs porcs à la glandée dans leurs bois ; et faute par un bourgeois d'avoir déclaré la quantité de ses porcs au jour saint Rémy, tous les porcs non déclarés sont confisqués au seigneur (2). »

Mais les frères de Signy qui avaient obtenu la paission pour douze porcs ; les habitants de Signy qui avaient droit au panage, pour un porc par habitant, ne payaient pas de redevance (3).

(1) Roland, *op. cit.*, 71.

(2) Genêt, *op. cit.*, 223.

(3) Archives départementales des Ardennes, E. 778.

Dans certaines chartes, le seigneur, après avoir octroyé divers droits d'usage au bois, à l'essartage, au panage ou au pâturage, réclamait une redevance tellement faible, qu'elle ne peut vraiment pas garder ce nom de redevance.

Ainsi, en 1240, le comte de Chiny, seigneur de Chauvency, pour les aisances qu'il donne aux habitants, stipule « deux gelines » (poules) à payer à la mi-août (1).

Dans la charte de Moiry, renouvelée par Gérard et Loys, seigneurs de Chauvency, en 1370, il est porté que chaque bourgeois doit payer deux poules, l'une à Noël et l'autre à la Saint-Jean-Baptiste, pour les aisances qu'ils ont dans les bois du comte de Chiny (2).

(1) Bonvalot, *Charte de Beaumont*, appendice 30.

(2) Bonvalot, *op. cit.*, 48.

CHAPITRE II

CONFLITS ENTRE LES USAGERS ET LES SEIGNEURS

L'exercice de ces nombreux droits, dont les habitants avaient l'usage depuis bien des siècles, ne pouvait manquer d'entraîner des contestations. En effet, certains actes constitutifs avaient été perdus, peut-être même beaucoup de concessions n'avaient pas été consignées par écrit, et parmi les droits qui étaient conservés, certains étaient mal définis.

Les successeurs voulurent préciser les droits, donnés largement par les anciens propriétaires, et naturellement les restreindre ; dans certains cas, ils les conservèrent en y ajoutant des conditions.

Des conflits surgirent aussi entre certaines communes qui avaient reçu des seigneurs des droits indivis entre elles.

Les contestations eurent lieu le plus souvent au sujet des droits d'essartage et de pâturage. En effet, ces deux droits pratiqués sans mesure causaient des

préjudices considérables, et ces abus auraient été de nature à entraîner la ruine des forêts.

Dans certains pays on sartaït, sans repeupler ou sans prendre les précautions prescrites ; ailleurs on pâturait dans les taillis en défens, ou on conduisait dans les bois les animaux déclarés nuisibles, ou bien on taillait trop souvent les coupes pour avoir chaque année une plus grande surface à sarter.

C'est ce qui s'est passé notamment dans le bois des 32 communes situé pour la plus grande part dans ce qui est actuellement le canton de Renwez. Cinq communautés de ce pays, Sécheval, les Mazures, Deville, Laifour et Anchamps, qui étaient particulièrement mal partagées au point de vue de la terre arable, et qui étaient séparées des autres par des côtes impraticables, étaient forcées, pour subsister, de tirer de la forêt toutes leurs ressources, et leur population augmentant, la conservation des forêts s'en trouva compromise.

Le seigneur de Montcornet, à qui appartenaient ces forêts, voulut interdire à ces cinq communautés l'essartage, disant « que les habitants s'étaient ingérés à l'insçu et sans congé à faire des sarts à la grande détérioration et consommation des bois ».

C'était réduire les habitants à la famine. Aussi refusèrent-ils d'obéir en objectant « que jusques là le sartage était d'usage d'ancienneté et de temps immémorial ».

Après de longs pourparlers, on aboutit à une transaction. En 1546, Charles de Croy, seigneur de Montcornet, consentit, en faveur des cinq communautés, à la donation d'un triage particulier de bois, à raison d'un arpent par habitant. Pour le triage de chaque commune on prit le terrain le plus rapproché de chaque village et ces triages furent appelés *wèbes* (1).

Nous prenons pour type la concession accordée aux habitants de Sécheval, et dont les autres sont en quelque sorte la reproduction. En 1546, il leur est accordé un triage « pour icelui lieu et triage y essarter par les dits habitans et chacun d'eux sur sa part et son arpent par chacun an et au bout de 18 ans, retourneront à essarter au premier lieu en première coupe. Et ainsi continueront à essarter et resarter toujours en payant le droit de terrage au treizième... (2) »

Près d'un siècle plus tard, les 32 communes constatant qu'elles avaient continuellement des procès avec les officiers du seigneur, décidèrent de s'entendre à l'amiable avec eux sur leurs droits respectifs. Les représentants de chaque commune se réunirent avec les seigneurs de Montcornet, le Châtelet,

(1) Une Wèbe est une portion de terrain abandonné au libre usage des habitants moyennant une redevance consentie et acceptée entre donateurs et donataires.

(2) Genêt, *op. cit.*, 28.

Wartigny et Lonny et leurs négociations aboutirent à la transaction du 2 avril 1626.

Dans cette transaction il fut convenu que 6.000 arpents seraient complètement affranchis de tous droits d'usage aussi bien bois, pâturage, sartage, etc. Les seigneurs consentent que les habitants puissent envoyer à l'avenir « leurs bêtes propres, tant chevalines, aumailles, qu'autres bêtes dans le restant modérément et par après 4 tailles d'iceux qui seront en âge suffisant pour leur défense, suivant les ordonnances royales, et qu'ils auront été déclarés défensables par les officiers du marquis, même y pourront envoyer faire paître leurs porcs comme dessus dans le temps que doit durer la saison de glandée, porté par ladite ordonnance. » Il est spécifié que cette transaction ne pourra préjudicier aux communautés pour leurs droits d'essartage qu'ils prétendent exercer ès dits bois contre les communautés de Sécheval, etc. (1).

La commune de Revin ne tarda pas à élever des réclamations, prétendant que par suite de sa situation toute exceptionnelle, et de son éloignement des bois (2) abandonnés à l'usage commun des communes, elle était dans l'impossibilité de profiter des

(1) Archives départementales des Ardennes, C. 243.

(2) Il y avait trois forêts sur lesquelles les 32 communes avaient des droits indivis, celles du Châtelet, de Montcornet et d'Harey.

avantages que cette transaction pouvait leur assurer. Elle y forma opposition et elle obtint un arrêt de relief qui lui permit de faire valoir ses prétentions.

De nouvelles négociations aboutirent le 13 février 1665 à une transaction entre cette commune et les seigneurs du Châtelet. Elle commençait par décider que la transaction de 1626 sortirait son plein et entier effet, nonobstant le relief obtenu par Revin. Ensuite reconnaissant l'impossibilité pour Revin d'user des bois communs, on lui attribuait la quantité de 100 arpents de bois sur le rivage de la Meuse, depuis les rieux de Faux jusqu'aux rieux de Fallière, en une seule contenance pour en jouir à titre d'usage et de la même manière qu'ils auraient fait des bois qui leur étaient laissés pour en user par indivis avec les autres communautés.

Un autre procès surgit bientôt entre Revin et la ville de Rocroy. Voici à quel sujet. Les habitants de Rocroy prétendaient que ceux de Revin avaient reçu les dits 100 arpents en échange de leurs droits communs sur les bois des 32 communes; Revin prétendait au contraire que la transaction de 1665 intervenue entre elle et les seigneurs du Châtelet ne pouvait infirmer la transaction de 1626, que c'était un supplément accordé en raison du nombre croissant de ses habitants.

En 1729, le Conseil du roi délégua deux commissaires, M. de Courtagnon et M. Lefèbvre, maître

particulier de la maîtrise de Chaumont pour régler ce différend.

Dans l'enquête qu'ils firent, Revin prétendit que la transaction de 1665 était étrangère aux autres communautés et qu'elle n'avait jamais renoncé à ses droits sur les bois réservés aux communautés en 1626.

Les habitants de Rocroy répondirent à cela que les 100 arpents des Ecumonts remplaçaient leurs droits d'usage, et que, s'ils voulaient bénéficier des droits communs, ils devaient abandonner les 100 arpents.

M. Lefebvre rendit, le 5 septembre 1730, une sentence déclarant que les habitants de Revin n'ont, dans la forêt du Châtelet, que les 100 arpents des Ecumonts, divisés en 20 coupes, mais qu'ils gardent leurs droits dans les forêts d'Harcy et Montcornet à raison du nombre de feux.

Le 24 janvier 1731, le règlement de M. de Courtagnon qui divisait les bois des 32 communes en cinq parts en attribue une indivisément à Rocroy pour 609 feux et à Revin pour 295 feux.

L'arpentage qui fut effectué à la suite du partage ne donna rien à Revin dans la forêt du Châtelet. Revin réclama contre cette exclusion.

Le 13 juillet 1731, M. de Courtagnon décida que Revin aurait la part fixée par l'arpenteur pour 1730 et 1731, sans tirer à conséquence et qu'il serait sur-sis à statuer au fond.

Le procès fut réglé au fond par l'ordonnance de M. de Courtagnon du 18 mai 1736, où il déclare que la transaction de 1665 et la sentence de 1730 seront exécutées dans leur forme et teneur (1).

La mission de M. Courtagnon était donc terminée, mais les habitants de Revin ne se tinrent pas pour battus et s'adressèrent au juge gruyer de Montcornet, pour lui demander d'ordonner que Rocroy produise le livre de ses feux, qu'on répartisse les bois en raison du nombre de ménages et que Rocroy restitue ce qu'il a pris en trop. Les habitants de Rocroy invoquèrent des arguments de procédure.

Le juge Gruyer, le 10 juin suivant, rendit une sentence, ordonnant que toutes les communes usagères apportent les rôles de leurs feux, pour répartir entre elles à raison de ces feux, et déclara que faute de ce faire dans les trois jours il donnerait 307 feux à Revin et 609 à Rocroy, chiffres basés sur le nombre de feux qui existait d'après le dénombrement de 1731.

Ce jugement était contraire aux ordonnances de 1730 et 1736.

Les habitants de Rocroy appelèrent de cette sentence devant la Table de Marbre. Le 11 mai 1758, la Table de Marbre confirma la sentence du gruyer.

Les habitants de Rocroy se basant sur l'irrégularité de la procédure, en appelèrent au Conseil du

(1) Archives départementales des Ardennes, C. 464.

Roi qui, le 30 janvier 1759, ordonna de surseoir à l'exécution du jugement.

Devant le Conseil, Rocroy déclara que le gruyer et la Table de Marbre étaient incompétents pour réformer les sentences des commissaires du Conseil et que celui-ci seul était compétent pour cela.

Quand même le commissaire, dirent-ils, aurait été dessaisi par l'homologation donnée le 6 mars 1731 à son règlement, et qu'il eût été incompétent, la compétence n'appartenait pas pour cela au gruyer sur une question réservée au Conseil.

La commune de Revin répondit que la commission du Grand Maître ayant pris fin en 1731, la justice ordinaire était seule compétente. Elle prétendit aussi que le jugement de 1736 était contraire à celui de 1731, encore que ce dernier admettait Revin au partage dans les forêts d'Harcy-Montcornet et du Châtelet.

Au fond, Revin dit que Rocroy n'avait pris aucune part à la transaction de 1665 et qu'en tous cas, s'il y avait eu une renonciation de sa part, elle devait profiter, non à Rocroy, mais au seigneur avec qui il avait traité.

Le Conseil du Roi rendit son arrêt définitif le 12 juillet 1768.

Il cassait les jugements de la Table de Marbre et du gruyer, et décidait que les ordonnances de 1731 et 1736, rendues par les commissaires, seraient exé-

cutées selon leur forme et teneur, sans que les habitants de Revin puissent rien prétendre dans la forêt du Châtelet, au-delà des 100 arpents dont ils jouissaient ; il condamnait les habitants de Revin à rendre à ceux de Rocroy les sommes qu'ils avaient pu exiger d'eux, en exécution du jugement de la Table de Marbre ; et aussi à leur tenir compte de la valeur des bois qu'ils avaient coupés au delà de la portion qui leur avait été assignée par les jugements des commissaires.

Cette contestation était à peine terminée que la commune de Revin se trouvait engagée dans un autre procès, à cause des empiètements qu'elle avait commis sur les bois du duc d'Aiguillon, seigneur de Montcornet.

Les habitants de Revin n'ayant pas obtenu gain de cause dans l'affaire précédente essayèrent de reprendre d'une autre façon les droits d'usage dont ils avaient besoin.

Depuis 1626 jusqu'en 1767, les seigneurs de Montcornet jouirent assez paisiblement des bois que la transaction du 2 avril 1626 affranchissait des droits d'usage des habitants ; mais en 1767 le duc d'Aiguillon, voulant arrêter les empiètements que la commune de Revin commettait sur sa forêt d'Harcy, présenta requête au juge gruyer de Montcornet pour faire procéder à la reconnaissance des bornes qui devaient indiquer la ligne séparative de ladite forêt,

franche de droits, d'avec les bois usagers de la communauté de Revin. Le magistrat y fit droit mais il ne put que constater l'absence de bornes. Alors le duc d'Aiguillon, se fondant sur l'acte de 1626, revendiqua contre la commune de Revin 213 arpents de bois qu'il prétendait francs de tous droits d'usage et dont cependant les habitants jouissaient.

Ce procès durait déjà depuis plusieurs années quand sur l'intervention de M. de Sénac, intendant du Hainaut, et pour éviter de nouveaux frais, le maire et les échevins de Revin firent avec le duc d'Aiguillon, le 17 octobre 1777, une transaction qui accordait au duc 102 arpents et en laissait 111 à la commune de Revin.

En 1792, la commune de Revin, autorisée par un arrêté de l'administration départementale, attaqua cette transaction et obtint deux jugements par défaut, le 21 janvier et le 4 mars 1793 qui annulèrent la transaction de 1777.

Le 18 octobre, il fut rendu sur le fond du procès une sentence arbitrale qui annulait toutes les procédures faites et suivies devant le juge gruyer de Montcornet; déclarait le duc d'Aiguillon non recevable dans sa demande en revendication, et renvoyait la commune de Revin en possession des 102 arpents de bois qui lui avaient été enlevés par la transaction de 1777.

Le duc et ses fils étant émigrés, la nation,

à leurs lieu et place, demanda le rapport des jugements des 21 janvier, 4 mars et 18 octobre 1793, et le maintien de la transaction attaquée.

Le tribunal civil de Charleville, le 29 pluviôse an IV (18 février 1796) annula la sentence arbitrale et les jugements obtenus par la commune de Revin, prononçant la révocation de la transaction du 17 octobre 1777, et ordonna au contraire que cette transaction recevrait son entière exécution ; ordonna que des bornes seraient replantées et condamna la commune de Revin aux dépens de ce procès qui avait duré 29 ans (1).

A la Restauration, les héritiers du duc d'Aiguillon, MM. de Chabrillan, rentrèrent en possession de leur terre. En 1840, ils demandèrent au tribunal de Charleville d'ordonner le cantonnement de ces bois entre eux et les communes usagères, dont le nombre de 32 était réduit à 24.

Cette demande fut accueillie et un jugement du 26 juin 1845 ordonna le cautionnement demandé et fixa la part des communes à $\frac{10}{11}$ indivis de la propriété.

En 1847, deux ans après, Revin, qui faisait partie des 24 communes, forma contre les 23 autres une demande en partage, en alléguant que les 24 com-

(1) Lépine, *Marquisat de Moncornet*, 324.

munes avaient des droits égaux à la propriété des 5.600 hectares qui leur avaient été alloués et que le partage devait avoir lieu en raison du nombre de feux existant à ce moment.

Les communes contestèrent à Revin ce droit, disant qu'il ne devait être admis au partage que pour 39 arpents qu'il recevait autrefois dans le triage de Rocroy, ayant été couvert du surplus des droits usagers par l'abandon qui lui avait été fait en 1665 des 105 arpents de bois appelés les Ecumonts.

En somme, c'était l'ancien procès qui recommençait, après 80 ans d'interruption. Le tribunal civil de Charleville, le 28 mars 1850, admit entièrement la prétention de Revin et ordonna que le partage de la forêt aurait lieu d'après le nombre des feux.

La ville de Rocroy seule interjeta appel, La Cour de Metz rendit deux arrêts, le 29 juillet 1852 et le 28 juillet 1853, reformant ce jugement, et décida que Revin n'avait rien à prétendre dans les bois provenant de l'ancienne forêt du Châtelet, en dehors de la contrée des Ecumonts, et déclara que les autres communes, même non appelantes, pourraient faire état de cet arrêt (1).

La Cour de cassation, sur le pourvoi de la ville de Revin, rendit le 30 janvier, 1856, son arrêt qui jugeait

(1) Lépine, *Marquisat de Moncornet*, 328.

successivement deux questions : le pourvoi de Revin contre Rocroy relatif au fond du procès, et le pourvoi de Revin contre les 22 communes qui n'avaient pas interjeté appel, ceci étant une question de procédure touchant à l'autorité de la chose jugée.

Elle rejetait le premier pourvoi ; elle en donnait pour motif que par la transaction de 1655, la commune de Revin avait renoncé à toutes ses prétentions sur la forêt du Châtelet et que la copropriété sur les 5.600 hectares n'ayant été attribuée aux communes qu'en échange de leurs anciens usages sur une superficie plus vaste, on ne pouvait permettre à l'une de ces communes de participer au résultat du cantonnement, relativement à une forêt dans laquelle elle avait cessé précédemment d'être usagère.

Répondant à l'argument de Revin qui prétendait que la transaction entre le seigneur du Châtelet et Revin ne pouvait être invoquée par les autres communes, l'arrêt déclarait que le seigneur du Châtelet étant, en 1665, propriétaire de toute la forêt de ce nom, avait incontestablement qualité pour traiter du déplacement des droits d'usage de la commune de Revin, même au profit des autres communes usagères, puisque ce déplacement était la condition d'une stipulation qu'il faisait pour lui-même.

La Cour admettait le deuxième pourvoi, donnant pour motif que ces 22 communes n'avaient pas interjeté appel, que l'arrêt de la Cour de Metz violait en

faveur de ces communes l'autorité de la chose jugée, et que le cantonnement, en conférant aux communes des droits de propriété indivise sur un nombre déterminé d'hectares de forêts, n'avait créé entre elles aucune indivisibilité. Elle renvoyait les parties devant la Cour de Nancy (1).

Quatorze communes sur vingt-deux demandèrent au Conseil de préfecture des Ardennes l'autorisation de suivre l'affaire devant la Cour de Nancy. Cette autorisation leur fut refusée par arrêté du 8 mars 1856, confirmé par le Conseil d'Etat le 21 mars 1857.

L'arrêt de la Cour de cassation fut donc définitif. Le jugement de Charleville resta applicable pour le partage entre Revin et ces 22 communes ; Rocroy bénéficia seul de l'appel (2).

Nous avons tenu à relater ce procès d'une façon assez détaillée, pour bien montrer quelle était l'importance attachée par les habitants de l'Ardenne à leurs droits d'usage.

Pour les conserver, dans ce cas particulier, avec un esprit de suite remarquable, ils ont lutté pendant près de 200 ans, épuisant tous les degrés de juridiction, à travers les changements de régime et le bouleversement de toute l'organisation judiciaire.

Non loin de là, dans la principauté souveraine de

(1) Dalloz, 1856, 4, 339.

(2) Lépine, *Marquisat de Moncornet*, 336.

Chateau-Regnault, à l'époque des premières contestations qui donnèrent lieu à ce long procès, un autre conflit s'élevait entre le seigneur et les usagers.

Les habitants avaient été accusés d'avoir détérioré les bois dans lesquels ils avaient droit d'usage. Par une sentence du 12 avril 1575, le bailli du duc de Guise, prince souverain de Château-Regnault, décida que la forêt serait divisée en 4 parties : une part était laissée au seigneur, franche de tous droits d'usage ; la seconde part « la plus propre » devait être réservée pour croître en haute futaie, sous réserve du droit, pour les habitants, de prendre du bois blanc pour leur chauffage et pour la clôture de leur jardin seulement, cette haute futaie devait servir plus tard aux habitants pour bâtir. Les deux dernières parties devaient être converties en « waibes et essarts », c'est-à-dire en bois dont le sol serait sarty après chaque coupe, et le bois provenant de ces taillis serait partagé pour le chauffage entre les habitants et les seigneurs vassaux, qui auraient une part proportionnelle à l'importance de leurs maisons ; la délimitation devait avoir lieu en présence du procureur général de la principauté et des habitants.

Il est dit au sujet des réserves : « Et afin que les dicts sujets ayent plus de moyen cy-après de pouvoir mettre porcs à la glandée, seront tenus lesdits manants et habitans et tous autres, faisant couper le dit bois pour leur chauffage, de laisser tous les

chesnes sur peine de l'amende de cinq sols tournois pour chascun arbre (1) ».

Le duc de Guise faisait adjuger les « escorces et pelées » de ses bois : il conservait pour lui la moitié du prix de vente, et l'autre moitié était laissée aux communautés pour leurs besoins. Et après avoir parlé d'écorces, etc., il est ajouté que pour ceux qui avaient coupé des bois en fraude, eu égard à la pauvreté du pays, on les tenait quittes des dégâts qu'ils avaient faits jusqu'à ce jour (2).

Ces dégâts avaient été occasionnés par le pâturage des chèvres et des moutons, pâturant même dans les taillis non défensables malgré les efforts de l'administration ; les habitants accueillirent assez mal cette sentence. Alors un nouveau règlement fut édicté le 10 décembre 1576, leur rendant leurs anciens droits, mais les officiers ne les laissèrent pas en profiter. Ils infligèrent des amendes à ceux qui vendaient leurs écorces, etc., enfin le 15 juin 1580, le prince remit en vigueur la sentence de 1575 et cassa tous les règlements contraires (3).

(1) Ce dernier paragraphe se rapporte à la 2^e part du bois.

(2) Archives départementales des Ardennes, A, 15.

(3) Péchenart, *Histoire de Gespunsart*, 108.

CHAPITRE III

RÉGLEMENTATION DES DROITS D'USAGE DE L'ORDONNANCE DE 1669 A LA RÉVOLUTION

Nous venons de voir que l'exercice de certains droits d'usage avait donné lieu à d'assez vives contestations entre les seigneurs et les usagers. Des conflits plus violents allaient surgir avec l'administration forestière.

L'ordonnance d'août 1669 sur les Eaux et Forêts marque l'ouverture de cette période.

Cette ordonnance de 1669 interdisait le pelage sur pied et rendait impossible en fait l'essartage.

En effet, l'article 28 du titre XXVII, De la police des forêts, était ainsi conçu : « Et défendons à tous marchands de peler les bois de leur vente étant debout et sur pied sur peine de cinq cens livres d'amende et de confiscation ».

L'art. 12, du titre XV, était ainsi conçu : « Lorsque les adjudications des coupes de nos bois taillis seront

faites, tous les baliveaux anciens et modernes qui s'y trouveront seront réservés avec ceux de l'âge, et s'il se trouvait que les baliveaux, pour leur quantité et grosseur, empêchassent, par l'ombrage ou autrement, le taillis de pousser et de croître, les Grands Maîtres en dresseront leurs procès-verbaux qu'ils enverront avec leurs avis en notre Conseil, ès mains du contrôleur général de nos finances, pour y être par nous pourvu ainsi qu'il appartiendra ».

On sait qu'on appelle baliveaux les arbres réservés lors de la coupe des bois. Ceux de l'âge du bois ou de la coupe ont environ 20 ans, les modernes ont l'âge de deux coupes, environ quarante ans, les anciens, trois âges, ou 60 ans. Puisqu'on laissait les baliveaux en si grand nombre, qu'on craignait l'étouffement du taillis, il nous semble qu'à plus forte raison, c'était empêcher l'essartage, puisque le seigle demande plus d'air et de soleil que le taillis. C'était donc l'interdiction du sartage, en même temps que du pelage.

De vives réclamations se firent entendre ; deux ans se passèrent sans essarter ; le résultat de cette interdiction fut tellement désastreux pour l'Ardenne, et, particulièrement pour l'ancienne principauté de Château-Regnault (1), que plusieurs familles durent émigrer.

(1) Cette principauté avait fait retour à la couronne en 1629, par suite d'un échange.

Sur l'avis de M. de Fuchsamberg, Grand Maître des eaux et forêts au département de Champagne, et sur l'avis favorable de Colbert, le Conseil du roi rendit, le 8 février 1672, l'arrêt suivant :

« Sur ce qui a été représenté au roi en son Conseil que, quoique par ordonnance sur le fait des eaux et forêts du mois d'août 1669, il soit expressément porté au chapitre de l'Assiette, Balivage, Martelage et Vente des bois taillis, tous les baliveaux anciens et modernes qui s'y trouveront réservés avec ceux de l'âge du bois, et qu'au chapitre de la Police et conservation des forêts, art. 28, il soit défendu à tous marchands de peler les bois de leur vente étant debout et sur pied, à peine de 500 livres d'amende et de confiscation ; néanmoins ces deux articles ne peuvent point être exécutés dans les bois de la gruerie de Château-Regnaud ; que le pays est trop âpre de sa nature, bossu et montagneux : que ceux qui l'ont habité jusqu'ici et l'habitent à présent, n'ont point trouvé d'autre moyen de vivre et entretenir leur famille, que par la possession immémoriale dans laquelle ils sont de peler et écorcer les arbres, qui sont adjugés aux marchands ventiers, pour servir aux tanneries de la ville de Mézières et autres lieux où se fait le meilleur cuir du royaume ; et les ventes étant vuides, ils rassemblent les menus branchages et y mettent le feu dont la cendre, jointe à la nature du terrain, est propre à recevoir la semence du seigle,

ce qui s'appelle des sarts ; et produit chaque année une récolte assez abondante pour la nourriture des habitants, en sorte que, si cet usage leur était interdit, ils seraient obligés de transporter leur demeure ailleurs, ainsi qu'il est arrivé en l'année 1669 ; que n'y ayant été fait aucune vente, quelques familles se sont retirées dans l'évêché de Liège ; sur quoi, vu l'avis du sieur de Fuchsamberg, Grand Maître des Eaux et Forêts au département de Champagne ; arrêt du 17 août 1671 par lequel il estime, sous le bon plaisir du Roi, que Sa Majesté doit déroger à l'égard des bois de ladite gruerie de Château-Regnault audit article XII^e du chapitre de l'assiette, martelage et balivage et XXVIII^e du chapitre de la police et conservation des forêts ; ouï le rapport du sieur Colbert, conseiller au Conseil du Roi, et contrôleur général des finances, le Roi en son conseil, conformément à l'avis dudit sieur Fuchsamberg du 17 août 1671, a permis et permet aux habitants de la principauté de Château-Regnault, le même usage dont ils ont joui ci-devant sur les bois dépendans de ladite gruerie de Château-Regnault, nonobstant les articles XII^e, chapitre de l'assiette, martelage et balivage, et XXVIII^e du chapitre de la Police et Conservation des forêts de l'ordonnance du mois d'août 1669, auxquels Sa Majesté a dérogé pour ce regard seulement, et sans tirer à conséquence ; ordonne Sa Majesté que dans la totalité desdits bois montant à 10.870 arpents, il en

sera mis en réserve 900 arpents, de ceux situés sur les bords des rivières de Meuse et de Semoy, pour croître en nature de futaie dans les endroits qui seront jugés être de meilleur fonds et de plus grande commodité pour le débit. Le 8 février 1672 (1).

Par cet arrêt, les habitants de Château-Regnault recevaient donc satisfaction ; ils reprirent la tradition interrompue.

Mais les officiers des eaux et forêts estimant que les habitants, par le pâturage des chèvres et le sarrage à feu couvert, dégradaient les bois, obtinrent du Conseil d'Etat, le 8 avril 1727, un arrêté interdisant le pâturage avant six ans de recrue et excluant entièrement les chèvres et moutons, et ordonnant que toutes les communautés qui avaient des bois dans les dépendances de la maîtrise de Château-Regnault (2), déjà arpentés au siècle précédent, seraient tenus de faire procéder incessamment à un nouvel arpentage en présence des officiers que commettrait le Grand Maître.

L'arpenteur devrait lever un plan et désigner les parties dégradées ; et l'arpentage terminé, il serait abandonné à chaque communauté un espace de bois abrouti, suffisant pour le pâturage des bestiaux. Il

(1) Baudrillart, *Règlements forestiers*, I, 93.

(2) Cette maîtrise comprenait environ 40.000 arpents de bois.

serait ensuite procédé à la distraction du demi-quart de la totalité, pour être converti en réserve et croître en futaie. Le surplus serait aménagé en 20 coupes ordinaires.

Les habitants des Communautés se plaignirent de cet arrêté qui diminuait leurs coupes annuelles, car ils avaient l'habitude d'abattre le bois fort jeune.

L'arpenteur passa outre ; il constata que 10.000 arpents avaient été dégradés et abroutis par les chèvres et les moutons, et par les fourneaux. Pour se conformer à l'arrêté, il divisa les bois communaux en 20 coupes et en réserva un demi-quart pour la haute futaie. En outre, il proscrivit l'usage des fourneaux, interdit la culture du sarrazin et l'ensemencement du seigle dans toute coupe autre que celle de l'année, privant ainsi les habitants de la faculté d'ensemencer dans les forêts domaniales et dans les clairières qu'ils sartaient de loin en loin (1).

En 1760, les habitants, excités et appuyés par le subdélégué de Sedan, Husson, fermier du domaine de la principauté de Château-Regnault, intéressé à augmenter le produit de sa ferme par le droit de terrage sur le sarrazin, dont la culture avait été proscrite, firent un effort général pour se soustraire à la police des forêts à laquelle ils étaient assujettis depuis l'arrêt de 1727. Le subdélégué, par son crédit,

(1) Péchenart, *Gespunsart*, 179.

obtint pour eux la permission de semer du sarrazin dans les coupes ; cette permission fut limitée aux bois des communautés ; les bois du Roi restèrent soumis à la réglementation de 1727 (1).

Pendant ce temps, d'autres parties de la forêt bénéficiaient des mêmes mesures. En 1726, le 15 octobre, un arrêt du Conseil du Roi portait : « Le Roi a permis d'écorcer le chêne et taillis sur pied et d'essarter les bois après exploitation d'iceux ; et ce, nonobstant la disposition de l'ordonnance des eaux et forêts du mois d'août 1669, et des arrêts du Conseil du 18 août 1723 auxquels Sa Majesté a dérogé pour ce regard seulement (2) ».

Pendant ce temps, le bois des 32 communes était également en mauvais état, aussi M. de Courtagnon, Grand Maître des eaux et forêts de Champagne, fit, le 24 janvier 1731, un règlement approuvé par le Conseil du Roi le 6 mars de la même année, qui portait, entre autres, les dispositions suivantes :

Il fit distraire un quart de la totalité pour le laisser croître en futaie ; il décida que l'exploitation des bois à usages serait faite les dix premières années sans balivage (art. VI) et qu'après dix ans il serait réservé trente baliveaux de chêne par arpent (art. VIII).

Trois articles s'occupaient du sartage, en voici le texte :

(1) Péchenart *Histoire de Chateau-Regnault-Bogny*, 213.

(2) Lépine, *Notice sur l'essartage*, 9.

Article X : « Maintenons et gardons les communautés qui possèdent des wèbes dans l'usage où elles sont de les sarter, sans cependant pouvoir vendre ni couper le bois qu'il n'ait l'âge de 20 ans. »

Article XI : « Partie de ces communautés, notamment celles qui sont du côté de la Meuse n'ayant aucune terre labourable, et ne subsistant que par le moyen des sarts, leur permettons chacune à leur égard d'en faire dans les coupes annuelles, en tout ou en partie, ainsi qu'il sera jugé plus convenable entre elles pour le bien et l'avantage du bois, attendu que tous les terrains ne sont point également propres au sartage. »

Article XII : « Ces communautés devront réserver dans les suites des baliveaux dans leurs coupes ordinaires, à commencer par la 11^e, elles seront tenues, en cas de sartage, de les garantir du feu aux peines de droit, et de se conformer sur ce à l'usage établi dans les bois riverains de la principauté de Liège (1). »

Malgré les précautions ordonnées par ce règlement, les abus continuèrent, surtout à l'occasion du sartage. Le réformateur des eaux et forêts, Antoine Henri du Bouche, fit au Roi un rapport où il disait :

« Nous avons reconnu qu'il existe des abus auxquels il est instant de remédier, tant pour empêcher

(1) Archives départementales des Ardennes, C. 243.

la ruine des usagers, que pour conserver le bien le plus essentiel dont ils jouissent ; le *sart* étant absolument nuisible au bois, faisant périr les souches, il est absolument indispensable de le défendre. »

Le roi rendit, le 22 octobre 1749, une ordonnance décidant que les habitants ne pourraient plus sarter que dans leurs wèbes. Cet arrêt était rendu pour les cinq communautés de Deville, Laifour, Anchamps, Sécheval et les Mazures (1).

Le 7 décembre 1751, un arrêt du roi étend les mêmes prescriptions aux communautés voisines :

« Permet Sa Majesté, sans tirer à conséquence, aux habitants de la ville de Rocroy et à ceux des 32 communes, de sarter comme ils l'ont fait par le passé, en conséquence de l'arrêt du Conseil du 6 mars 1731, dans la partie seulement des 9.000 arpents de bois qui forment leurs coupes ordinaires, qui seront exploitées, chacune année, à condition néanmoins de veiller à ce que le feu ne pénètre pas dans les lisières qui auront été laissées autour des coupes ordinaires (2). »

Enfin le 9 septembre 1756, le Grand Maître des eaux et forêts de Champagne, Teller d'Acosta, renouvela le règlement de 1749, en y ajoutant l'interdiction du sartage dans les wèbes.

(1) Genêt, *op. cit.*, 66.

(2) Lépine, *Notice sur l'essartage*, 9.

Les habitants s'en plaignirent au seigneur de Moncornet et exposèrent que s'ils étaient dépourvus de cette ressource, ils seraient incapables de subvenir à leur subsistance, étant donné le manque de terre arable. Le seigneur de Moncornet prit leurs intérêts en mains, et il intenta une action pour obtenir : 1^o que les habitants fussent maintenus dans le libre usage de leurs wèbes ; 2^o que lui-même, si on supprimait le sartage, ce qui le priverait d'un revenu bien établi, pût rentrer dans la libre possession de ceux de ses bois qui seraient affranchis de la charge dont ils avaient été grevés au moment de la donation qui en avait été faite aux communautés (1).

Le Conseil d'Etat rendit, le 28 février 1758, l'arrêt suivant : « Sur la requête présentée au Roy en son conseil, pour les habitans et communautés de Deville, Laisfour et Anchamps, contenant que, quoique pour le règlement général des bois usagers des 32 communautés, du comté de Moncornet, dont celles cy-dessus font partie, fait par le sieur Courtagnon, cy-devant Grand Maître des Eaux et Forêts du département de Champagne, le 24 janvier 1731, confirmé par arrêt du Conseil du 6 mars suivant, l'article 10 maintienne et garde les communautés dans l'usage où elles étaient de sarter leurs bois, sans pouvoir en vendre ni couper qu'à 20 ans, et que

(1) Genêt, *op. cit.*, 79.

l'article suivant leur permette, notamment à celles du côté de la Meuse, de faire des sarts dans leurs coupes annuelles en tout ou en partie ainsi qu'elles trouveront plus convenable ; attendu qu'elles n'ont aucunes terres labourables et ne subsistent que par le moyen des sarts ; quoiqu'enfin le dit sieur de Courtagnon n'ait pas jugé à propos de comprendre dans les coupes annuelles ni dans la réserve des 12.000 arpents de ces communautés, environ mille arpents de mauvais bois appelés wèbes, crûs sur des montagnes et des rochers, qu'ont en particulier les suppliants et les leur ayant laissé libres, soit pour leur chauffage, soit après la coupe pour rassembler les menus branchages et y mettre le feu, dont la cendre jointe à la nature du terrain est propre pour recevoir du seigle qui produit la récolte pour leur nourriture.

Cependant, le sieur Teller d'Acosta, Grand Maître actuel des Eaux et Forêts du département de Champagne, veut aujourd'hui mettre ces montagnes et ces rochers en coupes réglées, et y adopter les dispositions de l'ordonnance des Eaux et Forêts du mois d'août 1669, ce qui devant entraîner la ruine totale desdites trois communautés, elles implorent la bonté et la justice de Sa Majesté : 1° il est certain que ces communautés sont situées entre la rivière de Meuse qui les sépare des terres étrangères, et des montagnes et des rochers affreux, et que les habitants n'ont ny terres labourables ny prez, mais seulement

le bois crû en si mince quantité sur ces montagnes, que chaque habitant n'a que cinquante Perches ou verges par an, ils n'ont d'autre ressource pour vivre, soutenir leur famille et payer les impositions royales, que de cultiver leur portion pour y faire venir, à force de travaux, un peu de seigle et de sarrazin, au moyen du sart qui consiste à brûler à la fin de chaque coupe les menus branchages et de la cendre engraisser le sol ; sur lequel on sème ces sortes de graines, on fournit après la récolte une pâture pour leurs bestiaux ; ils ne peuvent s'écarter de ces rochers et mauvais bois d'un côté parce qu'ils sont bornés par le Pays ennemy et de l'autre parce qu'indépendamment de ce que la nature les sépare des 29 autres communautés du marquisat de Montcornet, trois transactions du même jour leur interdisant de pouvoir mener leurs bestiaux sur les wèbes des villages voisins (22 septembre 1679) ; 2^o le sol de ces bois et leur mauvaise nature est si peu susceptible de l'aménagement prescrit par l'ordonnance de 1669, si l'on ne veut réduire les habitants à mourir de faim, que quoique celui des Communautés de la Principauté de Château-Regnaud soit de moins mauvaise nature, ces habitants pouvant s'étendre dans le Royaume, par arrêt du Conseil, le 8 février 1672 et le 8 avril 1727, il leur a pourtant été permis le même usage dont ils jouissaient avant cette ordonnance, sur les Bois, c'est-à-dire le sart, et ordonné qu'il

serait abandonné à chaque communauté la quantité nécessaire pour le pâturage, et que le demy-quart seulement serait mis en réserve dans le meilleur fond ; de là vient que les sieurs Grands Maîtres de Champagne, et notamment le dit sieur de Courtagnon, lors de la réformation du 24 janvier 1731, confirmée par l'arrêt du Conseil du 6 mars suivant, reconnaissant que les suppliants pouvaient moins subsister que les habitants de la maîtrise de Château-Regnault, sans avoir un cantonnement absolument libre pour se chauffer, faire des sarts et nourrir leurs bestiaux ; leur a laissé libres tous les mauvais bois crûs sur leurs Rochers et sur leurs Montagnes ; c'est un abandonnement pareil à celui prescrit pour Château-Regnault, mais plus indispensable.

Enfin les suppliants n'en sont pas propriétaires, ils n'en sont qu'usagers, et dans des conditions très tristes ; en effet, par Charte de Charles de Croy, seigneur de Montcornet, du 3 août 1546, ces Rochers et Montagnes furent concédés aux suppliants pour essarter chacun un arpent par an, à la charge qu'ils prendraient le gros Bois ;

Le Duc de Mazarin, devenu marquis de Montcornet, ayant prétendu devoir être maintenu dans la propriété et jouissance de prendre annuellement ces gros Bois, et les empêcher de faire pâturer les contrées essartées, avant qu'elles fussent déclarées defensables par ses officiers pour les laisser recroître,

sur la representation des suppliants, qu'étant éloignés des Bois usagers de Montcornet, le bois naissant sur les Wèbes leur était extrêmement utile pour leur chauffage ; que ces Wèbes étant à l'entrée et aux environs de leurs villages, il était impossible d'empêcher les bestiaux de pâturer leurs sarts après la récolte des seigles ; qu'enfin, étant leurs plus grasses pâtures, la privation causerait la ruine de leurs bestiaux et conséquemment de leurs ménages ; informé de ces vérités, il fut passé entre eux trois transactions par devant notaire, le même jour, 22 septembre 1679, ratifiées par les Communautés le 18 décembre suivant, par lesquelles le Marquis de Montcornet leur a accordé la remise et leur a abandonné et cédé tout le bois qui croîtra et sera coupé sur leurs Wèbes pour en disposer à leur meilleur profit, permis de faire pâturer librement leurs Wèbes, en tel age des bois que bon leur semblera, à condition de payer annuellement 15 sols pour chacun arpent de Wèbe, outre le droit de terrage des grains qu'ils recueillent sur les dits sarts établis par les dittes Chartes.

Or, si le règlement, commencé par le sieur Teller d'Acosta, Grand Maître actuel, avait lieu, non seulement ce serait renverser celui de 1731 que Sa Majesté a approuvé, mais encore mettre le sieur Duc d'Aiguillon seigneur du Marquisat de Moncornet, en état et en droit de retirer des Communautés les Wèbes dont il s'agit ; puisque le quart de réserve et

le règlement des coupes, luy otant, et les 15 sols par arpent et les droits de terrage, à quoi la transaction de 1679 a commué le droit de prendre les gros bois, réservés par les chartes de concession de 1546, il prétendait d'après les loix que l'inexécution des Engagements des Communautés resoudrait le Contrat synallagmatique, que sans ces redevances et prestations annuelles, où la propriété avec la coupe des gros arbres, les seigneurs de Montcornet n'auraient pas concédé l'usage aux habitants et qu'ayant d'ailleurs intérêt que ces Communautés subsistent, à cause des autres droits seigneuriaux, la concession et la transaction doivent être perpétuellement et littéralement exécutées, ou les droits de propriété remis au même Etat qu'ils étaient auparavant.

Ainsi tout concourt à faire espérer que Sa Majesté rejettera un projet de règlement qu'elle a déjà jugé impraticable, soit lors du règlement de 1731, soit pour les arrêts rendus au sujet des Wèbes de Château-Regnault. La nature des Wèbes des suppliants, celle de leur terrain et leur situation et la ruine totale de trois Communautés s'y opposent également, puisque les suppliants ne peuvent subsister que par cette unique ressource.

A ces causes, requeraient les suppliants qu'il plût à Sa Majesté ordonner que les trois transactions du même jour, 22 septembre 1679, le règlement et l'arrêt d'homologation du 24 janvier et 6 mars 1731, seront

exécutés selon leur forme et teneur ; en conséquence, sans s'arrêter ny avoir égard aux ordonnances et procès-verbaux dudit sieur Teller d'Acosta, Grand Maître des Eaux et Forêts du département de Champagne, pour parvenir à un règlement des Wèbes ou Bois particuliers aux suppliants non compris en celui de 1731, permettre aux suppliants le libre et même usage des Wèbes ou bois et de continuer d'en jouir comme ils ont fait ci-devant nonobstant l'article 12 du titre 15, les articles du titre 25, et l'article 28 du titre 27 de ladite ordonnance de 1669, à laquelle il sera derogé pour ce regard et que l'arrêt qui interviendra sera enregistré au greffe, tant de la Maitrise de Sainte-Ménehoud que de la Gruerie de Montcornet.

Vu ladite requête, signé : Rogon, avocat des Suppliants, et les pièces jointes à ladite requête, ensemble l'expédition en papier de l'une des dites transactions du 22 septembre 1679.

L'extrait du règlement fait par le dit feu sieur de Courtagnon, le 24 janvier 1731. La requeste présentée au Conseil par Emmanuel-Armand du Plessis Richelieu, Duc d'Aiguillon, Pair de France, Marquis de Montcornet, tendant à ce que pour les causes y contenues, il plaise à Sa Majesté ordonner que les Chartres de Concession du 3 août 1546 et les transactions du 22 septembre 1679 seront exécutées selon leur forme et teneur, ce faisant sans s'arreter ny avoir

égard aux ordonnances et procès-verbaux dudit Sieur Teller d'Acosta, Grand Maître des Eaux et Forêts, pour parvenir au règlement desdites Wèbes ou bois non compris au règlement fait par ledit sieur de Courtagnon du 24 janvier 1731, ny dans l'arrêt du Conseil du 6 mars en suivant portant homologation d'iceluy, maintenir et garder les habitants desdites communautés dans le libre usage des dites Wèbes ou bois, et les autoriser à en jouir comme ils ont fait cy-devant, nonobstant l'article 12 du titre 15, les articles du titre 25, et l'article 28 du titre 27 de ladite ordonnance de 1679, à laquelle il sera dérogé pour ce regard à la charge par les dits habitants à payer tant le droit de terrage que les 15 sols par an par arpent, suivant les dites transactions, et en cas que Sa Majesté ne juge pas à propos d'ordonner ainsi, de déclarer les dites chartres et transactions nulles et résolues, en conséquence ordonner que le suppliant rentrera dans la libre propriété et jouissance desdites Wèbes ou bois y mentionnés, faire défense aux habitants et Communautés de l'y troubler, et subsidiairement ordonner que le dit sieur Duc d'Aiguillon aura à son profit la coupe des dites Wèbes ou bois, s'ils sont mis en coupes réglées, même de la réserve, lorsque ladite coupe sera faite après l'age de douze ans et que lesdits habitants lui paieront le droit de terrage pour les sarts qu'ils y feront après chaque coupe. Et l'avis du sieur Teller

d'Acosta, Grand Maître des Eaux et Forêts, du 5 février 1758 ; ouï le rapport du sieur de Boullongue, Conseiller ordinaire au Conseil Royal, Contrôleur général des Finances :

Le Roy, en son Conseil, ayant égard aux requêtes, sans s'arrêter aux aménagements qui ont pu être introduits dans les Wèbes ou bois dont il s'agit, appartenant aux habitants et communautés de Deville, Laisfour et Anchamps, en conséquence des ordonnances rendues par le sieur Teller d'Acosta, Grand Maître des eaux et forêts du département de Champagne, que Sa Majesté a déclaré et déclare nulles et comme non avenues, a ordonné et ordonne que lesdites communautés continueront de jouir des dites wèbes ou bois ainsi qu'elles ont fait jusqu'à présent, conformément au règlement fait par le sieur de Courtagnon, cy-devant Grand Maître des eaux et forêts du département de Champagne, le 24 janvier 1731, et à l'arrêt du conseil du 6 mars en suivant, portant homologation dudit règlement, lesquels seront exécutés selon leur forme et teneur.

Fait le 28 février 1758, au conseil d'Etat du Roy (1) ».

On voit par l'exposé des motifs de cet arrêt quelle était l'importance du sartage pour les habitants de l'Ardenne.

(1) Archives départementales des Ardennes, C. 243.

Malgré tout, l'administration forestière continuait toujours la lutte. Le 1^{er} juin 1784, dans les dernières années de l'ancien régime, nous voyons un arrêt du Conseil du roi interdire l'essartage aux habitants de Rocroy et des villages voisins, faisant partie des 32 communes : « Il est ordonné que ladite partie de bois sera à l'avenir assujettie aux réserves de baliveaux et formalités prescrites par l'ordonnance des eaux et forêts du mois d'août 1669. Fait Sa Majesté très expresses inhibitions et défenses à tous particuliers ou habitants, tant de la ville de Rocroy que des villages ou hameaux en dépendant, de plus à l'avenir faire aucun essartage ni ensemencement en grains dans les coupes annuelles de leurs bois (1)... »

(1) Baudrillart, tome I, 464.

CHAPITRE IV

RÉGLEMENTATION DE LA RÉVOLUTION A L'ARRÊTÉ DE 1824

L'histoire de ces conflits nous a amené jusqu'à la fin de l'ancien régime ; les renseignements nous manquent pour l'époque de la Révolution.

Nous savons seulement que dans la forêt d'Ardenne, comme partout ailleurs du reste, pendant la tourmente révolutionnaire les règlements ne furent plus observés et les réserves furent détruites.

Quand le calme se rétablit, l'administration chercha à introduire le balivage dans les bois et en particulier dans ceux de Revin.

Les habitants de Revin protestèrent contre cette prétention de l'Administration et MM. Chauvet, Allaire, Gossiun et Bergon, administrateurs généraux des forêts, adressèrent au ministère des Finances, le 28 ventôse an X, un rapport ainsi conçu :

« La commune de Revin, département des Ar-

dennes, demande à administrer elle-même ses bois.

Elle expose à cet effet, que le balivage n'y peut être introduit parce qu'il nuirait considérablement au sartage, qui se pratique dans chaque coupe durant les deux années qui suivent son exploitation, et que ce sartage importe essentiellement à la subsistance des habitants.

L'exactitude de cet exposé est reconnue par les agents forestiers, en ce qui concerne la nécessité du sartage et l'inconvénient de baliver où il a lieu.

La commune pétitionnaire est située au milieu de montagnes escarpées, son territoire resserré n'offre que peu de terres labourables. Sa seule richesse est en bois dont elle exploite annuellement plus de cent hectares. Chaque année, avec le bois se vend le terrain qui l'a produit pour être pendant deux ans cultivé etensemencé d'abord en seigle, ensuite en blé noir ou sarrazin. C'est là ce qui s'appelle le sartage.

On voit ainsi qu'il est une sorte de défrichement, et cependant on ne pourrait l'interdire parce qu'il est pour ce pays, dont la récolte en grain peut à peine suffire à la nourriture de ses habitants pendant six mois de l'année, la seule ressource qui supplée à cette disette. La subsistance des habitants dépend dès lors de sa conservation et la nécessité de le maintenir est suffisamment établie.

Cette faculté de sarter entraîne naturellement avec

elle la suppression du balivage. En effet, comment conserver des baliveaux dans les taillis où le sartage est admis ? La houe, qui sert à préparer la terre, leur porterait souvent des coups mortels, ou, si elle les respectait, le feu qu'on y allume pour fertiliser le sol avec les cendres des branches dont on brûle les sommités, les atteindrait bientôt et en occasionnerait la ruine inévitable ».

Sur ce rapport, les Consuls portèrent, le 18 pluviôse an XI (7 février 1803) un arrêté dont nous extrayons les articles 2 et 3.

Article II. — « Le sartage continuera à être pratiqué dans les bois de la commune de Revin pendant l'année seulement qui suivra l'exploitation de chaque coupe ; il n'aura lieu qu'à feu courant et non à feu couvert ou dormant. »

Article III. — « Le balivage n'aura pas lieu dans les assiettes où le sartage sera établi (1). »

On voit que cet arrêté interdisait le sartage à feu couvert, bien que ce fût le mode généralement employé.

Cette interdiction était étendue quelques mois plus tard à tout le département des Ardennes par un arrêté préfectoral du 29 Messidor an XI (18 juillet 1803) qui était ainsi conçu :

« Le Préfet des Ardennes.

(1) Lépine, *Notice sur l'essartage*, p. 9.

Considérant que s'il est indispensable de tolérer dans les premier et deuxième arrondissements de ce département (Rocroy et Mézières) le sartage à feu courant, il ne l'est pas moins d'empêcher le sartage à feu couvert parce qu'il tourne en moyen de destruction notable de ces bois.

Considérant qu'on ne doit pas, par une condamnable imprévoyance, sacrifier l'avenir au présent.

Conformément à l'arrêt de l'ancien Conseil du 8 février 1672 ;

Arrête ce qui suit.

Article I. — Il est expressément défendu de pratiquer le sartage dans les bois communaux autrement qu'à feu courant.

Article II. — Les contrevenants à cette disposition seront traduits devant les tribunaux de police correctionnelle pour y être punis conformément à l'ordonnance de 1669 et à l'arrêt du 29 mars 1795 » (1).

Mais les habitants ne tinrent aucun compte de cette défense, et l'on fit, le même jour, dans la seule commune de Gespunsart, 44 procès qui furent suspendus sous la menace de les reprendre en cas de récidive (2).

L'arrêt du 29 Messidor an XI fut confirmé par un décret impérial du 30 frimaire an XIII (21 décembre 1804) qui y ajouta en même temps deux nouvelles

(1) Cornebois, *op. cit.*, 45.

(2) Péchenart, *op. cit.*, 274.

dispositions relatives au mode d'exploitation des coupes. Il était ainsi conçu :

Napoléon, empereur des Français ;

Sur le rapport du ministre des Finances ;

Vu les mémoires des Communes de Château-Regnault, tendant à obtenir le maintien des usages qui leur ont été accordés par l'arrêt du Conseil de 1760,

Vu les observations de l'Administration générale des Forêts, les lettres et arrêtés du Préfet des Ardennes ;

Le Conseil d'Etat entendu, décrète.

Article I. — Les Communes du département des Ardennes, composant l'arrondissement de la ci-devant maîtrise de Château-Regnault, pourront, sous la surveillance des agents forestiers locaux, exploiter à blanc étoc les coupes annuellement assises dans leurs bois, et y faire une seule récolte en seigle, préparée par un sarlage à feu courant ; tout sarlage à feu couvert et tout second ensemencement sont expressément interdits.

Article II. — Les dispositions de l'arrêt du Conseil de 1760 sont regardées comme nulles et non avenues (1).

Jusque-là on devait réserver 60 baliveaux par hectare en prenant les précautions nécessaires pour les garantir du feu, en vertu du règlement du 24 janvier 1731. (art VIII et XII).

(1) Baudrillart, *op. cit.*, I, 722.

Depuis ce décret, on se contente de réserver dans les sarts quelques bouleaux, essence qui réussit très bien dans le pays. Cette coutume est encore suivie aujourd'hui. On réserve dix bouleaux de l'âge du taillis par hectare, et l'on coupe tous les bouleaux de 40 ans. Quant au sarrazin, on l'a supprimé presque partout, parce que l'Administration trouvait que deux récoltes étaient trop épuisantes (1).

Les habitants furent très mécontents de ce décret.

Le préfet répondit aux pétitions en rendant, le 19 thermidor an XIII (7 août 1805) un arrêté qui interprétait les dispositions du décret dans un sens très libéral et qui, bien appliqué, eut produit de très bons résultats.

En voici le texte.

« Le préfet du département des Ardennes.

Vu le décret impérial du 30 frimaire an XIII qui interdit tout essartage à feu couvert et tout second ensemencement dans les bois des communes qui s'exploitaient à blanc-étoc ;

Vu les demandes d'un grand nombre de communes, tendant à obtenir l'autorisation d'essarter à feu couvert ou dormant les places vaines et vagues qui se trouvent dans leurs bois, à condition de les

(1) Nous avons déjà cité l'article XII de ce règlement. Quant à l'article VIII, il est ainsi conçu « Après 10 ans il sera réservé 30 baliveaux de chêne par arpent. » Cornebois, 13.

repeupler en bois soit par le moyen de semis, soit par le moyen de plantations ;

Considérant que le décret impérial ci-dessus rappelé ne peut s'appliquer qu'aux bois bien peuplés et non aux terrains vains et vagues qu'ils renferment et où le feu courant est impraticable par le défaut de branches à brûler ;

Qu'en accueillant les demandes des Communes aux conditions qu'elles s'imposent, il en résultera d'une part le repeuplement des places vides qu'offrent les bois communaux, qui sans cela resteraient sans utilité pour l'avenir, et de l'autre une plus grande quantité de subsistances dans une partie du département, dont la récolte en grain, par l'ingratitude du sol, suffit à peine à la nourriture de ses habitants pendant cinq mois de l'année ;

Que tout ce qui peut tendre à la restauration et à l'amélioration des bois communaux ne doit pas être négligé ;

Que toutefois, il doit être pourvu à ce que les Communes n'abusent pas de la faculté qui va leur être donnée :

Arrêté :

Article 1^{er}. — Pour opérer avec économie le remplacement des places vaines et vagues dans les bois communaux qui s'exploitent à blanc-étoc, et où le sarage à feu courant ne peut avoir lieu, celui à feu couvert pourra y être pratiqué ; les agents forestiers

indiqueront les endroits susceptibles de ce mode de culture.

Article II. — Le maire de chaque commune déposera préalablement entre les mains de l'inspecteur local des forêts, et au nom des habitants, la soumission de faire semer ou planter en bois d'essences convenables les terrains vains et vagues, en même temps et simultanément qu'ils seront ensemencés en seigle.

Article III. — Pour former les fourneaux il ne pourra être soulevé avec le gazon plus de 14 millimètres (ou 6 lignes) de terre ; lesdits fourneaux devront être placés à un mètre au moins des cépées environnantes.

Article IV. — Si le premier repeuplement ainsi fait n'a pas le succès qu'on doit en attendre, le maire devra, l'année suivante et en temps utile, le recommencer, sans qu'il puisse être pratiqué de nouveaux fourneaux ni un nouvel ensemencement.

Article V. — S'il arrivait que le maire ou les habitants se refusassent à satisfaire exactement aux dispositions ci-dessus, les améliorations seront exécutées par les soins des agents forestiers et les frais ordonnancés par le préfet pris sur les fonds communaux.

Article VI. — Le présent arrêté sera imprimé et adressé tant aux agents forestiers qu'aux maires des communes propriétaires de bois où l'essartage a lieu

pour chacun en ce qui le concerne lui procurer l'exécution dont il est susceptible (1). »

Dans la plupart des coupes se trouvent de ces terrains vagues et déboisés qui représentent en moyenne le quart de la coupe ; le sartage à feu courant y est impraticable faute de branchettes à brûler.

Les dispositions de cet arrêté ne furent pas observées ; les maires cessèrent bientôt de fournir la soumission demandée, et quant aux précautions prises contre l'enlèvement de la terre, il était très difficile de les contrôler (2).

Cependant les réclamations contre la prohibition de l'essartage à feu couvert continuaient. Elles finirent par amener l'administration à un nouvel examen de la question.

Un avis du Conseil d'Etat du 23 juin 1812, approuvé par l'empereur le 31 juillet suivant, décida qu'avant de statuer définitivement, la proposition de défendre l'essartage à feu couvert serait communiquée aux Préfets des Ardennes, de Sambre-et-Meuse et des Forêts, « pour qu'ils prissent des renseignements et fissent connaître si l'essartage à feu couvert dans les forêts communales est indispensable ou non aux habitants de ces communes, ou

(1) Cornebois, 48.

(2) Cornebois, 13.

si celui à feu courant peut leur être suffisant » (1).

Les préfets répondirent que l'essartage à feu couvert était de première nécessité pour les habitants.

Ces réponses décidèrent Napoléon I^{er} à édicter le décret suivant, du 8 octobre 1813 :

« Napoléon,

Sur le rapport de notre ministre des Finances,

Vu les observations de notre conseiller d'Etat, directeur général des forêts, sur les inconvénients qu'il annonce résulter de l'essartage à feu couvert dans les forêts communales des département des Ardennes, des Forêts et de Sambre-et-Meuse ;

Notre décret du 30 frimaire, an XIII, qui a autorisé les communes de la ci-devant maîtrise de Château-Regnault à exploiter à blanc-étoc les coupes annuellement assises dans leurs bois, et à y faire une seule récolte en seigle, préparée par un sartage à feu courant, et à défendre l'usage du sartage à feu couvert ;

L'avis de notre conseil d'Etat du 23 juin 1812, approuvé par nous le 31 juillet suivant, portant qu'avant de statuer définitivement, la proposition de défendre l'essartage à feu couvert sera communiquée aux Préfets des départements des Ardennes, de Sambre-et-Meuse et des Forêts, pour qu'ils prennent des renseignements et fassent connaître si l'essartage à feu

(1) Lépine, *Notice sur l'essartage*, 11.

couvert dans les forêts communales est indispensable ou non aux habitants ; ou si celui à feu courant peut leur être suffisant.

Les réponses des Préfets de ces départements, les mémoires fournis par les sous-préfets de Dinant, de Marche et de Saint-Hubert, desquels il résulte que l'essartage à feu couvert dans les forêts communales est de première nécessité pour les habitants des communes où il s'est toujours pratiqué, et que celui à feu courant est d'une insuffisance reconnue ;

Notre Conseil d'Etat entendu, nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Article I. — Les communes des départements des Ardennes, des Forêts et de Sambre-et-Meuse sont autorisées à employer l'essartage soit à feu couvert, soit à feu courant dans les coupes annuellement assises dans leurs bois, suivant la nature et la situation des coupes.

Art. II. — Les préfets de ces départements détermineront chaque année, d'après les renseignements des agents forestiers locaux, les parties où les feux courants et les feux couverts pourront avoir lieu et ils donneront tant aux maires des communes qu'aux agents forestiers des instructions sur les précautions à prendre pour empêcher les abus et les inconvénients que ces essartages pourraient présenter.

Art. III. — Notre décret du 30 frimaire an XIII est

rapporté, en ce qu'il défend aux communes de la ci-devant maîtrise de Château-Regnault, département des Ardennes, de faire usage de l'essartage à feu couvert (1) ».

Les habitants de l'ancienne principauté ne furent pas satisfaits par ce nouvel arrangement. Quelques années, après, ils voulurent à nouveau jouir de leurs anciens droits.

Des conflits surgirent entre eux et l'Administration ; ils adressèrent des réclamations au Préfet qui les accueillit, en partie seulement, par un arrêté qui fut lui-même confirmé par une décision du ministre des Finances, du 9 avril 1823, ainsi conçu :

Le ministre secrétaire d'Etat des Finances.

Vu un rapport délibéré et adopté par l'administration des forêts le 8 mars 1823, lequel rapport contient l'énoncé, les motifs et les propositions dont voici le résumé ;

« Les communes de la ci-devant principauté de Château-Regnault sollicitent l'autorisation : 1° de pratiquer dans leurs coupes affouagères l'essartage à feu couvert ; 2° de jouir du pâturage dans celles de ces mêmes coupes qui sont défensables ; 3° de faire aménager à 20 ans au lieu de 25 ; 4° enfin de pratiquer aussi l'essartage et de faire pâturer leurs bestiaux dans les forêts de l'Etat situées sur leurs territoires respectifs.

(1) Baudrillart, t. II, 598.

De tout temps ces communes ont réclamé contre le régime de l'ordonnance de 1669 pour l'administration de leurs bois ; elles ont à diverses époques obtenu des exceptions à la loi commune parce que les localités semblaient l'exiger, mais la dégradation de leurs bois a toujours été croissante, et l'on a senti la nécessité de concilier autant que possible ce que réclamaient la conservation des forêts et les besoins des habitants. Ce fut l'objet du décret du 3 octobre 1813 qui a fixé le dernier état des choses.

Un nouvel examen vient d'être fait par le préfet des Ardennes qui a pris les observations des agents forestiers locaux. Ce magistrat a discuté les différents objets de la demande, et il a établi avec évidence tous les inconvénients qui résulteraient de son adoption.

Il est en conséquence d'avis qu'il y a lieu : 1° de maintenir les dispositions du décret du 8 octobre 1813 pour l'exercice de l'essartage, avec la condition de ne pouvoir faire plus d'un ensemenement sur chaque coupe ; 2° de maintenir les communes dans le droit de pâturage de leurs forêts aux endroits qui seront déclarés défensables ; 3° de les renvoyer à former des demandes séparées pour la réformation des aménagements existants ; 4° de rejeter leurs prétentions au pâturage et à l'essartage dans les bois de l'Etat ; 5° enfin de décider qu'il n'y a pas lieu à abandonner les poursuites dirigées contre ces communes pour les délits dont elles se sont rendues coupables.

L'administration des forêts adopte ces conclusions comme étant conformes aux principes et à ce qui a été réglé, et elle propose d'approuver l'arrêté du Préfet des Ardennes ».

Rend la décision suivante :

La proposition contenue au rapport ci-dessus daté et résumé est approuvée ; en conséquence, l'arrêté du Préfet des Ardennes recevra sa pleine exécution.

A la suite de cette décision, l'exercice de l'essartage fut réglé définitivement pour toute l'Ardenne proprement dite par un règlement du Préfet des Ardennes, en date du 19 juillet 1824, ainsi conçu :

Article I. — L'essartage ne peut avoir lieu, de quelque manière qu'il se pratique, que sur l'autorisation du Préfet, et d'après la reconnaissance qui est faite de chaque coupe par les agents forestiers locaux, chargés de désigner les parties susceptibles d'être essartées, et le mode d'essartage à y pratiquer.

Art. II. — L'essartage à feu courant, dûment autorisé, continuera d'avoir lieu dans les coupes affouagères. Pour cette opération, MM. les agents forestiers prescriront les mesures d'ordre et les précautions accoutumées.

L'essartage à feu couvert, qui, par exception, est substitué au premier dans certaines localités, sera soumis aux conditions qui suivent :

Art. III. — Le gazonnage se fera avec précaution, de manière que l'enlèvement du gazon qui se fait avec

le hoyau, ne puisse ni déchausser, ni endommager les souches environnantes ; à cet effet, il sera laissé, autour de chaque souche ou cépée, un cordon de deux décimètres (8 pouces) de largeur.

Art. IV. — Les gazons ne pourront avoir plus de 4 centimètres, ou 18 lignes d'épaisseur au centre.

Art. V. — Les fourneaux seront placés à 6 ou 7 décimètres ou 2 pieds au moins de distance des cépées à partir des points extérieurs des dits fourneaux.

Art. VI. — Les cendres provenant des fourneaux ne devront être répandues que lorsqu'elles seront suffisamment refroidies, et les souches ne devront pas être atteintes.

Art. VII. — Il est expressément défendu de couper les jets, existant sur les souches ou cépées, pour les faire servir au brûlement des fourneaux, ainsi que cela se pratiquait précédemment.

Art. VIII. — Il est également défendu de jeter des pierres sur les étocs, et de nuire en aucune manière aux rejets.

Art. IX. — Les bestiaux ne pourront être introduits dans les coupes en exploitation, à peine par les contrevenants d'être poursuivis comme délinquants.

Art. X. — Lors de la récolte du seigle, les gerbes seront déposées sur les chemins, et les voituriers, chargés de les enlever, seront tenus de museler leurs bœufs ou chevaux, afin d'éviter les abroutissements.

Art. XI. — Pour mettre la reproduction des bois à

l'abri des inconvénients du feu, il est rigoureusement défendu de déposer des branches, des feuilles, des herbes mortes, de la mousse, sur les souches ou cépées.

Art. XII. — La principale condition de l'essartage à feu couvert est d'opérer le repeuplement des vides par des plantations et semis de glands et bouleaux. Les semis devront avoir lieu du 15 au 30 avril de chaque année dans le terrain empouillé, et les plantations seront faites après la récolte, de manière, qu'elles soient terminées avant le 15 avril suivant. S'il arrivait qu'une commune négligeât d'exécuter ces conditions avec soin, elle serait, d'après le procès-verbal de cette contravention, rédigé par les gardes forestiers, déchue de la faculté d'essarter à feu couvert dans les terrains vagues de ses coupes, et le repeuplement serait fait à ses frais, pour la dépense qui en résulterait être payée sur une portion de son affouage.

Art. XIII. — La même déchéance aura lieu contre les essarteurs qui ne se conformeront pas aux conditions ci-dessus, et ce, indépendamment des poursuites auxquelles ils seraient exposés s'ils commettaient quelque délit prévu par l'ordonnance des Eaux et Forêts de 1669.

Art. XIV. — L'entrepreneur que chaque commune présente annuellement pour répondre à l'exploitation de la coupe sera également chargé de la surveillance

de l'essartage, et responsable solidairement avec les contrevenants de tous les délits qui se commettraient, et qui seront poursuivis judiciairement, sur l'estimation qui en sera faite par les agents forestiers ; ils seront également responsables des autres conditions sous lesquelles la faculté d'essarter est accordée (1).

(1) Cornebois, 49.

CHAPITRE V

RÉGLEMENTATION DEPUIS L'ARRÊTÉ DE 1824

Il est certain que cet arrêté de 1824 constituait le règlement le plus net et le plus précis qui ait jamais été fait sur l'essartage.

Il comprenait des dispositions excellentes ; il recommandait toutes les précautions nécessaires que, du reste, les habitants de la forêt avaient, depuis des siècles, mises en pratique.

Pour le prouver, on peut faire remarquer qu'autrefois, à Revin, la mise à feu avait lieu en présence des délégués du Conseil, pour que les travailleurs « en brûlant comme soulent faire si prissent tel regard qu'ils ne viennent à escharder ni brusler aucune estaplée ni rastin (souches ou racines) croissante » (1).

Dans quelques endroits seulement, les habitants

(1) Dunaime, *Revin et le Père Billuart*, 18.

avaient été peu scrupuleux, et il était bon qu'on les rappelle à leur devoir.

Mais il est facile de comprendre que la rigoureuse surveillance, imposée par cet arrêté, et exercée sans répit par les agents forestiers, devait amener des vexations continuelles. De là, des conflits perpétuels entre l'administration forestière et les habitants, qui se trouvaient lésés dans leurs anciens droits, qu'ils n'exerçaient plus librement.

Ils continuèrent à faire de nouvelles réclamations, portant sur l'exécution du sartage. Ainsi, nous pouvons citer comme exemple que, le 30 octobre 1834, le Préfet des Ardennes dut repousser une demande des habitants de Hargnies, qui voulaient substituer le croc à la houe pour le dégazonnement. Ce nouvel outil, s'enfonçant plus profondément, aurait pu couper les souches (1).

L'administration forestière, à la suite de la promulgation du code forestier, voulut encore interdire l'essartage ; la population s'en émut. Le Conseil général des Ardennes émit dans sa session de 1834 le vœu suivant :

« Le Conseil, vivement frappé de la position toute exceptionnelle dans laquelle se trouvent placées 44 communes forestières des arrondissements de Mézières et Rocroy, vote pour le mode actuel d'es-

(1) Cornebois, 47.

sartage et d'exploitation de leurs coupes affouagères (1). »

Les maires des huit communes du triage de Renvez (2) interdirent l'essartage dans les coupes, par une résolution du 4 septembre 1834.

Mais ce ne fut pas l'avis des Conseils municipaux ; ils protestèrent contre cette décision ; et en particulier le conseil municipal de Renvez (3) vota, le 22 mars 1835, la conservation du mode actuel d'essartage. Voici l'exposé des motifs de cette délibération :

« Considérant que, s'il entraît dans la mission du Conseil, de se livrer à un examen approfondi des avantages ou inconvénients de l'essartage à feu couvert en général, il lui serait facile de combattre les détracteurs de cet essartage, et de leur démontrer que, s'il existe réellement des inconvénients, ils sont compensés et au delà par les avantages nombreux qu'on en retire ; qu'en effet, indépendamment de l'occupation et des ressources en grains qu'il procure aux malheureux, il fournit encore de la paille et des genêts, si nécessaires pour les engrais dont le sol de Renvez, comme celui des communes du triage, a un impérieux besoin, et sans lequel la cul-

(1) Lépine, *Notice sur l'essartage*, 14.

(2) Les huit communes de ce triage faisaient partie des 32 communes dont il est parlé plus haut.

(3) L'une des 44 communes auxquelles le vœu du Conseil général fait allusion.

ture tomberait entièrement, ce qui réduirait les habitants à l'extrême misère.

Considérant qu'il est démontré par l'essartage qui a eu lieu depuis des siècles et notamment depuis plusieurs années, et qui a été fait avec les précautions et le discernement convenables, qu'il n'est plus possible de reconnaître si réellement il est nuisible à la recroissance du bois, puisque cette recroissance n'a jamais, pas même dans les endroits non essartés, offert un résultat plus avantageux et plus désirable.

Considérant qu'il est du plus haut intérêt des communes, comme des habitants du triage, d'essarter cette année la coupe affouagère, dite la Croix-Lépine, non seulement pour en extirper les bruyères qui paralyseraient toute recroissance du bois, mais aussi pour pouvoir, soit y repiquer du bois, soit y répandre des semis dans les endroits entièrement dégarnis de bois, ce qui serait impossible sans l'opération préliminaire de l'essartage.

Considérant qu'il convient de mettre cette replantation ou ce semis à la charge des affouagers, et de les obliger à l'effectuer sur des indications et aux époques qui leur seront fixées par les agents forestiers ; que de cette manière, loin de nuire à la dite coupe, elle sera au contraire singulièrement améliorée (1). » Les huit maires se réunirent et rédi-

(1) Lépine, *Notice sur l'essartage*, 44.

gèrent un mémoire où ils exposaient les griefs de l'administration contre l'essartage.

Ce mémoire donna lieu à une vive polémique. Mais les populations étaient surexcitées par cette lutte qui durait depuis tant d'années, et la discussion n'allait pas tarder à dégénérer en de véritables émeutes.

L'occasion en fut fournie par une nouvelle décision de l'administration qui voulait faire laisser dans les bois communaux des réserves tellement nombreuses que leur ombre aurait empêché toute culture.

Les habitants de Braux se portent dans les coupes au nombre de 400, tambour en tête, et écorcent tous les arbres martelés (c'est-à-dire tous ceux qui avaient été marqués par l'administration pour être réservés) (1).

Puis, c'est dans le village voisin, à Château-Regnault, que les mêmes scènes se reproduisent (2).

Alors le mouvement gagne toute la région ; les habitants de Revin, armés de haches, ayant à leur tête le drapeau de la garde nationale, abattent, au son de la musique, tous les baliveaux marqués la veille (3).

(1) *Courrier des Ardennes*, du 6 juin 1835.

(2) *Courrier des Ardennes*, du 9 juin 1835.

(3) *Courrier* du 16 juin 1835. Lépine, *Rocroy*, 262. Du-naime, *op. cit.*, 51.

On fait de même à Hargnies.

Les habitants de Thilay et des Hautes-Rivières font pâturer leurs bestiaux dans les bois (1).

A Gespunsart on apprend, un matin, que les administrateurs vont aller marteler les baliveaux ; tout le village est aussitôt en rumeur ; un jeune exalté saisit un tambour de la garde nationale et bat le rappel. Un garde général qui habite le village veut enlever le tambour, mais la foule lui fait lâcher prise et il est obligé de chercher, dans sa propre maison, un abri contre les violences qui le menacent. En présence de cette effervescence, les administrateurs, venus pour marteler, se retirèrent sans avoir rempli leur mission (2).

Les tentatives de répression donnèrent lieu à des incidents héroï-comiques.

A la nouvelle des troubles de Revin, l'administration requiert des troupes. Un bataillon du 8^e léger de Rocroy, et une escouade de gendarmes sont dirigés sur Revin. Ces troupes parties de Rocroy, par un temps d'orage, dans la nuit, pour surprendre au jour les essarteurs dans leur coupe s'égarent dans les bois ; ils n'arrivent à Revin qu'au matin, après avoir traversé la Meuse à la nage ; les habitants ayant enlevé la veille tous leurs bateaux. Deux des soldats

(1) *Courrier des Ardennes*, du 16 juin 1835.

(2) Péchenart, *Gespunsart*, 278.

manquent de se noyer et sont sauvés par les habitants, qui les accueillent bien tous et les hébergent.

Le commandant déclare qu'il ne peut sévir contre des gens qui ont été si humains pour ses soldats.

On n'arrêta qu'un gamin de quinze ans accusé d'avoir battu le rappel ; quatre autres tambours se présentèrent d'eux-mêmes au tribunal correctionnel de Rocroy, le 11 août 1835, et furent condamnés à 5.600 francs d'amende (1).

Les condamnés furent acquittés en appel par le tribunal de Charleville, le 24 septembre suivant (2).

A Hargnies, le 21 juin, le garde général et son inspecteur vinrent constater les dégâts. Ils furent cernés dans le bois par la population qui voulait leur faire un mauvais parti ; l'inspecteur se déchargea de sa responsabilité, disant qu'elle incombait au garde général qui faillit être victime des mauvais traitements de cette population exaspérée.

On vit à ce moment un magistrat du parquet parcourir la forêt d'Hargnies en robe magistrale, toque en tête, et s'enfuir vers Fumay devant les habitants (3).

(1) Lépine, *Histoire de Rocroy*, 262. Dunaime, *Revin et le Père Billuart*, 51.

(2) *Courrier des Ardennes* du 26 septembre 1835.

(3) Lépine, *Histoire de Rocroy*, 262. *Courrier des Ardennes*, 27 juin et 10 septembre 1835.

Ces troubles eurent beaucoup de retentissement dans le pays ; dans les journaux, des rédacteurs occasionnels firent valoir tous les arguments pour et contre le sartage, mais l'opinion publique avait pris parti pour les sarteurs. Ceux qui, dans les journaux, étaient les porte-paroles de l'Administration, se défendirent d'avoir voulu supprimer radicalement le sartage, ils disaient (1) qu'elle autoriserait l'essartage si les habitants resemait des glands. D'ailleurs, quelques jours après ces événements, l'administration suspendait le balivage (2), ce qui rétablit l'ordre ; on accorda même aux habitants de Revin d'essarter pendant deux ou trois ans dans les quarts de réserve (3).

Le préfet, par une circulaire du 11 septembre 1835, consulta tous les Conseils municipaux pour connaître :

1° La nature et l'étendue des droits et usages des habitants de chaque commune ;

2° Les titres sur lesquels ces droits sont fondés ;

3° A défaut de titres, les époques auxquelles remonte la jouissance ;

4° Enfin les circonstances propres à justifier ces droits et usages, afin de les faire consacrer par un règlement d'administration publique (4).

(1) *Courrier des Ardennes*, 16 et 23 juin 1835.

(2) *Courrier des Ardennes*, 30 juin 1835.

(3) *Dunaime, Revin...*, 151.

(4) *Lépine, Notice sur l'essartage*, 56.

Cette fois les habitants obtenaient gain de cause : ainsi se termina cette aventure qui prit le nom de *Campagne des Baliveaux*.

Pendant que se passaient tous ces événements et que l'on cherchait à supprimer le sartage, certaines communes essayaient au contraire d'étendre leurs droits.

Les restrictions dont était entouré le sartage à feu couvert gênant les sarteurs, ils se servirent de moyens détournés pour y échapper. Après le sartage à feu courant, qu'on leur permettait plus facilement, il reste des débris de végétaux qui ne sont pas consommés, il n'y a aucun inconvénient à les ramasser à l'aide du râteau et à les brûler en tas, c'est ce qu'on appelle le *Cherbottage*.

En 1835, la commune de Haybes demanda l'autorisation de cherbotter, mais, sous le prétexte que l'emploi du râteau seul prenait trop de temps, s'efforça de démontrer que l'autorisation serait vaine si on ne tolérait l'emploi de la houe.

Le danger d'une telle tolérance fut signalé par l'inspecteur des forêts, mais il ne retint pas l'attention du Conservateur : « Bien exécuté, dit ce dernier, ce travail ne peut être nuisible ; de sa bonne ou mauvaise façon dépendent seuls les inconvénients que vous appréhendez. Les instructions que M. le préfet donnera aux maires auront pour objet bien précis d'observer les précautions nécessaires et qui con-

sistent principalement à ne pas brûler une partie du sol superficiel des coupes ».

Sur cet avis favorable, le Préfet rendit, le 2 septembre 1835, l'arrêté suivant :

« Sur une demande du maire de Haybes tendant à obtenir, pour les habitants de la commune, l'autorisation de cherbotter la coupe dite bois Canon est intervenue la décision suivante :

« L'expression de cherbottage, usitée sur le cours de la Meuse, veut dire ceci : gratter le sol à l'aide de la houe pour en extraire les herbes, les feuilles, les épines, les ronces et autres plantes rampantes, qui n'ont pas été entièrement brûlées par le feu courant. On réunit le tout en petits tas ou fourneaux que l'on brûle à feu dormant pour en répandre la cendre sur le pourtour de la coupe. Cette opération que l'on pratique ordinairement après le feu courant, diffère essentiellement de l'essartage à feu couvert. Pour celle-ci, on fait à la houe des gazons épais, tandis que pour le cherbottage on n'enlève que l'herbe avec la terre des racines seulement.

« Le cherbottage n'épuise pas le sol et peut par conséquent être permis, mais il faut la houe pour le pratiquer, car l'emploi du râteau seul demanderait trop de temps. Le Sous-Préfet propose donc à M. le Préfet d'autoriser le cherbottage suivant l'usage et la coutume.

« Rocroy, le 1^{er} septembre 1835 ; le Sous-Préfet : Habert.

Vu et approuvé. L'opération du cherbottage sera exécutée sous la surveillance des Agents forestiers à qui M. le Sous-Préfet remettra une copie de cette autorisation.

Mézières, le 2 septembre 1835 ; le préfet des Ardennes : Henry ».

Après cet arrêté, le Préfet ne donna pas d'instructions aux maires comme l'espérait le Conservateur et l'essartage à feu couvert put être ainsi pratiqué sans être soumis à aucune surveillance (1).

Une lettre du Préfet, du 26 février 1851, et deux lettres du Conservateur du 8 mars et du 19 septembre suivants fixaient les formalités à accomplir en ce qui concerne les demandes d'essartage faites en vertu de l'article 1^{er} de l'arrêté du 19 juillet 1824 (2).

Le dernier acte de réglementation que nous trouvons est un arrêté préfectoral du 14 avril 1854, ainsi conçu :

« L'an 1854, le 4 avril ; vu les instructions contenues en l'arrêté de M. le Préfet du 26 février 1851 et les lettres de M. le Conservateur des 8 mars et 19 septembre suivants, n° 5207.

« Le sous-inspecteur des forêts, chef de service à la

(1) Cornebois, *op. cit.*, 18 et 51.

(2) Cornebois, 15.

résidence de Fumay, a l'honneur de présenter dans l'état suivant le mode de sartage qu'il convient d'imposer dans celles des coupes affouagères des cantonnements de Fumay et de Givet, exercice 1853, où il est d'usage de pratiquer cette opération à charge qu'elle n'aura lieu que sous la condition, indépendamment des prescriptions de l'arrêté réglementaire du 19 juillet 1824.

« Qu'il sera établi pour être sarté à feu couvert, seulement une *batte* ou cordon de 10 mètres de largeur, sur chacune des parties du périmètre de la coupe qui toucherait soit à d'autres coupes, soit à des terrains boisés ;

« Que le garde du triage sera prévenu dès l'avant-veille du jour où le feu devra être mis dans les portions à sarter à feu courant.

« (Signé : Garot).

« Approuvé sous les conditions suivantes :

« 1^o Les prescriptions de l'arrêté réglementaire du 19 juillet 1824 seront strictement observées ; la défense est faite aux essarteurs d'arracher ou de briser les rejets de taillis.

« 2^o MM. les Maires prêteront un concours suivi à l'exécution des travaux de repeuplement et d'amélioration qui seront indiqués par les agents forestiers pour les coupes essartées.

« (Mézières, le 14 avril 1854) (1). »

(1) Cornebois, *op. cit.*, 52.

QUATRIÈME PARTIE

Réglementation actuelle des droits d'usage.

CHAPITRE UNIQUE

§ I. — *Droits actuels des communes sur les forêts de l'Etat.*

Après avoir étudié la longue suite de tous les actes de réglementation, qui se sont succédé depuis 1669 jusqu'à nos jours, souvent restés lettre morte à cause de la situation particulière de l'Ardenne, nous devons dire ce qui existe aujourd'hui.

L'arrêté de 1824 est toujours en vigueur, on y a apporté quelques modifications de détail en 1835 et en 1854, comme nous l'avons rapporté plus haut.

Les habitants de l'Ardenne continuent à exercer leurs anciens droits dans cette partie de la forêt, de-

venue communale, droits qui, par ce fait, ont changé de nature et de nom.

Mais dans la partie qui est restée à l'Etat, l'administration forestière est arrivée à restreindre peu à peu les usages qui grevaient ces bois.

Il n'existe plus dans l'Ardenne que quelques communes auxquelles on ait laissé leurs droits d'usage au bois ; par exemple, les communes de Belval-Bois-des-Dames, et de Boult-aux-bois.

La commune de Belval a, comme l'a reconnu un arrêté du Conseil de préfecture des Ardennes, du 29 janvier 1814, approuvé le 7 juillet de la même année par le ministre des Finances, le droit de ramasser le bois mort ou sec. Il ne s'agit que du droit au bois mort gisant ; toutefois, dans la pratique, la tolérance s'est introduite de laisser enlever les bois morts en estant, en limitant la grosseur des brins. Ce n'est d'ailleurs là qu'une simple tolérance. On tolère aussi depuis une cinquantaine d'années l'usage de la serpe pour couper les brins morts, ce qui paraît être une contravention à l'article 80 du Code forestier.

Les habitants de Belval jouissent de ces droits sur une forêt d'une superficie de 1.795 hectares (1).

Les habitants de Boult-aux-bois jouissent, sur la forêt de Boux, de 700 hectares, du droit « d'aïler

(1) Bourgueil, *Usages locaux du département des Ardennes*, 63.

prendre et ramasser les bois morts secs, rompus et tombés par l'impétuosité des vents, à la charge de la redevance annuelle qu'ils ont toujours payée et qu'ils s'offrent de payer à l'avenir le 11 novembre de chaque année, autorisant les parties à faire enlever et vendre les bois chablis gisants et dépérissants sur le sol de la forêt, au profit de la commune, si mieux n'aiment les façonner et les partager entre eux par parts et portions égales » (extrait d'un jugement de la Table de Marbre du 17 décembre 1787) (1).

Nous ne trouvons plus de droits d'usage au bois d'œuvre dans les forêts de l'Etat.

On comprend de plus que l'Administration forestière, qui a fait une guerre si acharnée contre l'essartage pratiqué dans les bois concédés aux communes, est arrivée à le supprimer presque totalement dans les forêts de l'Etat.

Cependant on sarte encore dans la forêt de Château-Regnault.

De même, dans la forêt de Fromelennes, d'une contenance relativement restreinte, indivise entre cette commune et l'Etat, les habitants sarten tous les ans la coupe entière. (Cette indivision dure depuis longtemps, un titre du 31 octobre 1622 fixe la part de l'Etat au douzième des produits) (2).

Par contre, les habitants ont conservé leurs droits

(1) Bourgueil, *op. cit.*, 66.

(2) Bourgueil, *op. cit.*, 67.

de pâturage dans presque toute la forêt de l'Etat.

La commune de Belval pâture dans la forêt du même nom, celle de Boulton-Bois, dans la forêt de Boux, celles des Hautes Rivières, Thilay et Tournavaux jouissent, dans les parties de la forêt de Château-Regnault situées sur leurs territoires respectifs, du droit de pâturage, ce qui, pour elles trois, représente 5.424 hectares.

La commune de Fumay possède depuis un temps immémorial, sur la Forêt de Francois, d'une contenance de 1.088 hectares, le droit de conduire au pâturage des bêtes à cornes dans les taillis à partir de 11 ans, et des chevaux à partir de 7 ans. Le nombre des têtes de bétail admis au pâturage a été jusqu'ici fixé au maximum de 2 par hectare.

Dans la forêt de Fremelennes, dont nous venons de parler, les habitants ont le droit de pâturage dans les taillis défensables.

La forêt du Mont-Dieu, de 1.123 hectares, est toujours grevée d'un droit très ancien de pâturage au profit d'une ferme appelée Maison-à-Bar.

Dans la forêt de Sedan, la commune de Fleigneux a le droit, reconnu par arrêt du Conseil d'Etat du 6 avril 1762, confirmé par une décision de 1835, de mener gratuitement 70 bêtes à cornes à la pâture, dans le canton de Fays, dont la contenance est de 158 hectares.

La commune d'Illy a le même droit, reconnu par

le même acte pour 80 bêtes à cornes dans le canton de la Haute Réserve, forêt du Douaire, canton dont la contenance est de 102 hectares.

Les habitants d'une vingtaine d'autres communes ont aussi des droits de pâturage sur cette forêt de Sedan, en vertu de la charte du prince de Sedan du 15 janvier 1574, des procès-verbaux de cantonnement de 1862, 1864, 1866 et 1876.

Enfin les habitants de Signy-l'Abbaye ont sur la forêt de Signy un droit de pâturage qui leur a été accordé par le Cardinal de Vendôme-Bourbon, le 28 mai 1560, et qui leur a été reconnu par un arrêt du Grand Conseil du 24 mai 1732, et par un arrêté du Conseil de préfecture du 8 mai 1808. Ce droit s'exerce régulièrement, on admet chaque année 160 à 170 chevaux et 500 à 520 bêtes à cornes.

Quant au droit de panage, nous ne le trouvons officiellement mentionné que dans la forêt de Signy ; mais l'Administration ne laisse jouir de ce droit que dans les années où la glandée est abondante. En 1874 on a introduit 560 porcs dans la forêt (1).

Comme nous l'avons dit plus haut, les habitants de l'Ardenne continuent à exercer leurs anciens droits dans les bois devenus communaux.

(1) Bourgueil, *op. cit.*, 63 et suiv.

§ II. *Répartition entre les habitants de chaque commune.*

Jusqu'ici nous n'avons pas parlé de la manière dont les habitants prennent livraison de leurs parts.

Cela nous a semblé inutile, puisqu'il n'y a pas pour eux de réglementation particulière quant au partage.

Cette question a été traitée par plusieurs auteurs et nous n'aurions rien pu dire qui ne soit déjà connu.

Il existe cependant quelques particularités de détail.

D'après les règlements en vigueur, la coupe à exploiter doit être adjugée à un entrepreneur qui fait les parts ; ensuite on tire ces parts au sort, et chaque ménage en prend possession. Une seule disposition varie : dans les autres contrées, l'habitant, après avoir pris possession de son bois, coupé ou sur pied, n'a aucun droit au terrain de la coupe ; dans l'Ardenne, au contraire, après avoir pris possession de sa part de bois, toujours sur pied, l'habitant l'écorce, ensuite le coupe, et, après avoir enlevé son bois, prépare le terrain pour le sarter.

L'année suivante, il fait à cet endroit une récolte de seigle et quelques années après, encore une récolte de genêts.

Dans certaines communes, ce n'est plus l'habitant qui écorce son bois ; avant la division de la coupe, on adjuge l'écorce à un entrepreneur qui fait peler les arbres, et le prix de vente est partagé selon les usages du pays. Dans quelques endroits l'Etat perçoit moitié de ce prix et la commune prend le reste pour ses besoins.

Ailleurs, la commune prend ce qui lui est nécessaire et partage le reste entre les habitants.

Les personnes qui ont droit aux parts de bois sont les mêmes dans l'Ardenne que dans les autres parties de la France ; pour cela non plus il n'y a pas de réglementation spéciale.

D'abord, dans le cas où la jouissance d'une forêt est indivise entre plusieurs communes, on fait le partage entre les communes à raison du nombre de feux, et indépendamment de l'étendue du territoire (Avis du Conseil d'Etat du 20 juillet 1807).

La loi a fixé dans le Code forestier (art. 105 relatif à l'affouage) dans quelles conditions doit se faire le partage entre les habitants d'une même commune.

Mais, qu'ils exercent leurs anciens droits d'usage sur les forêts demeurées à l'Etat, ou sur les bois devenus communaux, droits qui, dans ce cas, sont appelés droits d'affouage, le partage se fait de la même manière ; on suit la même réglementation.

L'ancien article 105 du Code forestier imposait le partage par feu, c'est-à-dire par ménage.

Le texte nouveau, du 19 avril 1901, indique trois modes de partage :

1° Le partage par feu, c'est-à-dire par chef de famille ou de ménage, ayant domicile réel et fixe dans la commune avant la publication du rôle ;

2° Ou moitié par chef de famille ou de ménage, et moitié par tête d'habitant remplissant les mêmes conditions de domicile. Dans les deux cas précédents, sera seul considéré comme chef de famille ou de ménage, l'individu ayant réellement et effectivement la charge et la direction d'une famille, ou possédant un ménage distinct où il demeure, et où il prépare et prend sa nourriture ;

3° Le partage par tête d'habitant ayant domicile réel et fixe dans la commune avant publication du rôle.

C'est le Conseil municipal qui est chargé par l'art. 105 de déterminer lequel de ces trois modes de partage sera appliqué. Dans les Ardennes, c'est le partage par feu qui est généralement adopté.

Le desservant et l'instituteur sont considérés comme habitants de la commune et touchent leur part.

Le desservant jouissait de cette faveur depuis très longtemps, comme en fait foi l'anecdote suivante : En 1768, à Deville, l'Assemblée des habitants décide qu'on ne donnera pas sa part de bois au vicaire, parce qu'il n'a pas fait venir de missionnaires pour prêcher le carême, comme il l'avait promis (1).

(1) Archives départementales des Ardennes, C. 349.

On s'est demandé si les gendarmes, douaniers, forestiers, étrangers devaient participer à cette faveur.

Contre la participation des gendarmes, on allègue qu'ils sont exposés à changer de résidence, qu'ils sont révocables, qu'ils ne contribuent pas aux charges communales.

En faveur de leur participation, on dit que leurs brigades sont établies d'une manière permanente, que leur service est sédentaire, que la plupart sont mariés et peuvent se créer un domicile fixe et réel. On dit aussi que les fonctionnaires, mêmes révocables, peuvent transporter leur domicile réel dans le lieu de leur résidence (1).

Quant aux douaniers, une décision du ministre des Finances, du 29 décembre 1828, leur refuse, ainsi qu'aux gendarmes, le droit à l'affouage, à moins qu'ils n'aient dans la commune un domicile « fixe et réel », comme l'exige l'art. 105 du Code forestier.

A ce sujet, le 18 novembre 1846, le Conseil d'Etat a rendu, au profit des communes de Revin, Gespunsart et Cons-la-Grandville, un arrêt annulant un arrêté du Conseil de préfecture des Ardennes, du 27 mars 1845.

Par cet arrêt le Conseil d'Etat décide que les habitants ont seuls droit à la jouissance des biens com-

(1) Migneret, n° 165.

Meaume, n° 821.

munaux ; que la seule résidence dans la commune ne peut donner aux douaniers un droit à l'affouage, à moins qu'ils n'aient acquis un domicile réel et fixe dans la commune (1).

C'est le Conseil municipal qui règle l'admission des gendarmes, douaniers et forestiers. Mais bien qu'il puisse, d'après l'arrêt du Conseil d'Etat, leur refuser cette faveur, dans presque toutes les communes des Ardennes, elle leur est maintenant accordée.

Cette participation des gardes-forestiers excite la défiance de l'administration des eaux et forêts pour des raisons que nous trouvons exposées dans une note du directeur général des forêts, de 1840 et dont voici la teneur :

« Toutes les précautions indiquées pour parer aux inconvénients que présente l'opération du sartage ne rempliront pas le but que l'on se propose. Il sera même difficile d'assurer l'exécution des règlements. Malgré la plus active surveillance, l'action de l'administration sera toujours impuissante pour prévenir les infractions, attendu que cette surveillance de tous les moments est confiée à des hommes soumis à l'influence de l'autorité locale, imbus des préjugés de la population, et participant eux-mêmes aux bénéfices du sartage (2). »

(1) Dalloz, 1847, 3, 2.

(2) Cornebois, p. 19.

Quant aux étrangers, ils étaient privés de toute participation aux faveurs faites aux habitants du pays ; cela résultait en particulier de la loi du 21 juin 1793, et du décret du 20 nivôse, an XI.

Le 28 février 1838, la Cour de cassation décrète que les étrangers ont droit aux parts de jouissance, estimant que les conditions énumérées dans l'art. 105 sont les seules nécessaires (1).

Mais un arrêt du Conseil d'Etat du 9 janvier 1843 porte que, par suite de la loi du 21 juin 1793, et du décret du 20 nivôse, an XI, les étrangers sont privés des droits d'usage, dans les communes qu'ils habitent, parce que ces lois réservent aux citoyens français leur part dans la jouissance des biens communaux (2). Certaines communes des Ardennes, situées à l'extrême frontière, la Taillette, Aubrives, Messincourt et Gespunsart adressèrent au Sénat, en 1866, une pétition contre l'admission des étrangers.

On aboutit à une transaction entre les deux systèmes, en votant la loi du 18 juillet 1874, dont voici le texte :

« L'étranger ne pourra être appelé au partage que s'il remplit les conditions générales exigées par l'art. 105 du Code forestier, et si, en outre, il a été autorisé à établir son domicile en France, conformément à l'article 13 du Code civil. »

(1) Sirey, 1838, 1, 280.

(2) Sirey, 1844, 2, 275.

Comme on le voit, aujourd'hui les étrangers, à condition d'être admis à domicile, participent aux mêmes avantages que les habitants du pays.

Pour terminer cette étude, nous devons ajouter que, parmi ces droits d'usage, il en est un dont nous avons beaucoup parlé, l'essartage, qui, depuis un certain nombre d'années, se pratique moins qu'autrefois, puisque, en ce moment, on ne sarte plus que dans 29 communes.

Ceci tient à ce que l'industrie du fer a pris une extension considérable dans les Ardennes ; cette industrie, étant très florissante, a pu offrir aux habitants des salaires très élevés, et hors de proportion avec ce qu'ils pouvaient gagner dans les bois.

Ajoutons à cela cette tendance qu'ont aujourd'hui les habitants des campagnes à délaisser les travaux de la terre, et nous comprendrons facilement la diminution de l'essartage.

Mais ce n'est que momentanément ; les habitants tiennent autant à ces droits que lorsque ceux-ci étaient leur seule ressource.

Comme nous l'avons dit plus haut, ils savent qu'au besoin ils retrouveraient là tous leurs moyens d'existence.

Dans certaines communes où l'on a cessé de pratiquer l'essartage on commence déjà à le regretter, et beaucoup parlent de le reprendre.

CONCLUSION

Comme nous nous l'étions proposé, nous avons étudié les droits d'usage dans la forêt d'Ardenne, leur nature, leur origine, leur nécessité, leur réglementation ; nous nous sommes longuement étendu sur ceux qui sont particuliers à cette forêt, et qui nous ont semblé peu connus.

Nous avons relaté les contestations, les conflits, les procès que l'exercice et la conservation de ces droits avaient fait naître de tout temps.

Enfin nous avons montré que, après avoir lutté pendant des siècles, pour conserver leurs anciens droits, les Ardennais sont restés vainqueurs.

Vu par le Président de la Thèse :

R. PIÉDELIEVRE.

Vu, le Doyen :

CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur
de l'Académie de Paris :

LIARD.

OUVRAGES CITÉS

- BAUDRILLART. — *Traité général des Eaux et Forêts, Chasses et pêches* (Paris, 1821).
- MEAUME. — *Commentaire du Code forestier* (Paris, 1844).
- ROLAND. — *Orchimont et ses fiefs* (Anvers, de Backer, 1895).
- GENÉT. — *Histoire du village ardennais les Mazures* (Reims, Imprimerie coopérative, 1882).
- Ed. BONVALOT. — *Le Tiers-Etat, d'après la charte de Beaumont et ses Filiales* (Paris, Al. Picard, 1884).
- LÉPINE. — *Histoire de la ville de Rocroy* (Charleville, Letellier, 1860).
- LÉPINE. — *Notice sur l'essartage* (Charleville, Huart, 1848).
- LÉPINE. — *Monographie de l'ancien Marquisat de Moncornet* (Charleville, 1862).
- Mgr. PÉCHENART. — *Histoire de Gespunsart* (Charleville, Pouillard, 1877).
- Abbé PÉCHENART. — *Chateau-Regnault-Bogny* (Charleville, Imprimerie du Courrier des Ardennes, 1897).
- CORNEBOIS. — *L'essartage dans l'arrondissement de Rocroy* (Paris, J. Tremblay, 1882).
- MEYRAC. — *La Forêt des Ardennes* (Charleville, Impr. du Petit Ardennais, 1896).
- MEYRAC. — *Géographie des Ardennes* (Charleville, E. Jolly, 1900).
- NOVOIT. — *Notions sur l'Industrie dans le département des Ardennes* (Charleville, E. Jolly, 1869).

BOURGUEIL. — *Usages locaux et Règlements ayant force de loi dans le département des Ardennes* (Charleville, Jolly, 1898).

RAYEUR. — *La Trouée des Ardennes* (Charleville, Impr. du *Petit Ardennais*, 1894).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

LÉGISLATION DES DROITS D'USAGE

CHAPITRE UNIQUE	15
§ I. — Hostilité de la législation à l'égard des droits d'usage	15
§ II. — Restrictions apportées à ces droits. . . .	20
§ III. — Modes d'extinction de ces droits	26

DEUXIÈME PARTIE

LES DROITS D'USAGE EN VIGUEUR DANS LA FORÊT D'ARDENNE

CHAPITRE I. — Droits d'usage au bois.	30
§ I. — Les droits d'usage au bois proprement dit .	30
§ II. — Droit d'écorçage	32
CHAPITRE II. — L'essartage.	35
§ I. — Les différents modes d'essartage	35
§ II. — Raisons d'être de l'essartage	38
§ III. — Objections contre l'essartage	41
§ IV. — Réponse aux objections	49

CHAPITRE III. — Le pâturage et le panage	55
§ I. — Le pâturage	55
§ II. — Le panage	59

TROISIÈME PARTIE

ÉTUDE HISTORIQUE DES DROITS D'USAGE

CHAPITRE I. — Origine des droits d'usage	63
CHAPITRE II. — Conflits entre les usagers et les seigneurs	77
CHAPITRE III. — Réglementation des droits d'usage de l'Ordonnance de 1669 à la Révolution.	93
CHAPITRE IV. — Réglementation des droits d'usage de la Révolution à l'arrêté de 1824.	112
CHAPITRE V. — Réglementation depuis l'arrêté de 1824	129

QUATRIÈME PARTIE

RÉGLEMENTATION ACTUELLE DES DROITS D'USAGE

CHAPITRE UNIQUE	141
§ I. — Droits actuels des communes sur les forêts de l'Etat.	141
§ II. — Répartition entre les habitants de chaque commune	146
Conclusion	153
Ouvrages cités	155

